



# Socfinaf

2012 RAPPORT ANNUEL





# Socfinaf S.A.

## 2012 RAPPORT ANNUEL



## SOMMAIRE

<b>Portrait du Groupe</b>	<b>4</b>
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.	6
<b>Marché international du caoutchouc et des huiles végétales</b>	<b>18</b>
1. Caoutchouc	18
2. Huiles végétales	20
<b>Environnement et responsabilité sociale</b>	<b>22</b>
<b>Chiffres clés</b>	<b>23</b>
1. Indicateurs d'activités	23
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	24
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	24
<b>Données boursières</b>	<b>25</b>
<b>Faits marquants de l'exercice</b>	<b>25</b>
<b>Gouvernance d'entreprise</b>	<b>26</b>
1. Introduction	26
2. Conseil d'Administration	26
3. Les Comités du Conseil d'Administration	30
3.1. Comité d'Audit	30
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	30
4. Rémunérations	30
5. Notification de l'actionnariat	30
6. Calendrier financier	31
7. Audit externe	31
8. Autres informations	31
<b>Déclaration de conformité</b>	<b>32</b>
<b>Rapport de gestion consolidé</b>	<b>33</b>
<b>Rapport d'audit consolidé</b>	<b>36</b>
<b>Etats financiers consolidés</b>	<b>38</b>
1. Etat de la situation financière consolidée	38
2. Compte de résultat consolidé	40
3. Etat du résultat étendu consolidé	41
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	42
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	43
6. Annexe aux états financiers consolidés	44
Note 1. Généralités et méthodes comptables	44
Note 2. Filiales et entreprises associées	54
Note 3. Acquisitions d'activités	56
Note 4. Immobilisations incorporelles	57
Note 5. Immobilisations corporelles	58
Note 6. Actifs biologiques	59
Note 7. Participations dans des entreprises associées	61
Note 8. Titres disponibles à la vente	62
Note 9. Impôts différés	63
Note 10. Autres actifs non-courants	64
Note 11. Stocks	65
Note 12. Créances commerciales (actif courant)	66
Note 13. Autres créances (actif courant)	66
Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles	67
Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	68
Note 16. Capital et prime d'émission	69
Note 17. Réserve légale	69



## SOMMAIRE

Note 18. Engagements de retraites	70
Note 19. Dettes financières	72
Note 20. Provisions	74
Note 21. Autres dettes	75
Note 22. Instruments financiers	76
Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	78
Note 24. Dotations aux amortissements	78
Note 25. Autres produits financiers	79
Note 26. Charges financières	79
Note 27. Charge d'impôts	80
Note 28. Résultat net par action	81
Note 29. Dividendes et tantièmes	81
Note 30. Informations relatives aux parties liées	81
Note 31. Engagements hors bilan	83
Note 32. Concessions de terrains agricoles	84
Note 33. Information sectorielle	85
Note 34. Gestion des risques	91
Note 35. Environnement politique et économique	93
Note 36. Événements postérieurs à la date de clôture	93
Note 37. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	93
<b>Rapport de gestion social</b>	<b>94</b>
<b>Rapport d'audit social</b>	<b>99</b>
<b>Etats financiers sociaux</b>	<b>100</b>
1. Bilan au 31 décembre 2012	100
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2012	102
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2012	103



### 1. Présentation du Groupe

Socfinaf S.A. est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 22 octobre 1961 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

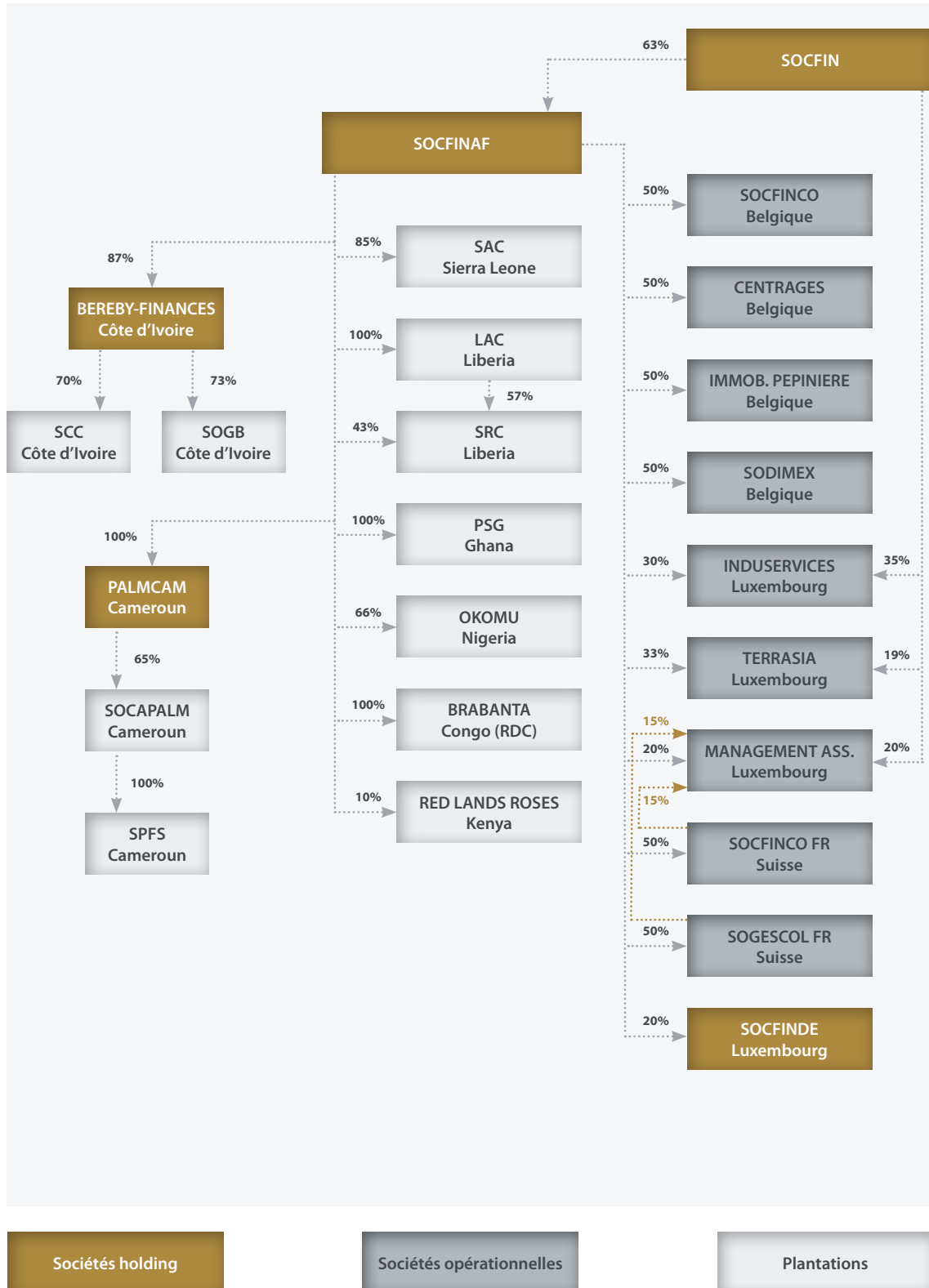
L'activité principale de Socfinaf S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de près de 99.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique. Socfinaf S.A. emploie plus de 13.000 personnes et réalise, en 2012, un chiffre d'affaires consolidé de 290 millions d'euros.

### 2. Historique

- **22/10/1961** Constitution de la Compagnie Internationale de Cultures sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **31/12/1961** Intercultures investit dans deux plantations congolaises à savoir la Compagnie Congolaise de l'Hévéa et Cultures Equatoriales.
- **18/04/1966** Les titres Intercultures sont admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1974** Mesure de nationalisation des entreprises industrielles par l'Etat zaïrois.
- **31/12/1976** Avancement des négociations avec le Zaïre – sortie des participations zaïroises du portefeuille et créance Zaïre comptabilisée.
- **19/05/1995** Augmentation du capital social d'Intercultures afin de relancer l'activité de la Société dans le domaine des plantations tropicales.
- **30/06/1995** Acquisition de 65% de la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » en Côte d'Ivoire via Bereby Finances « Befin » une société holding ivoirienne.
- **30/06/1997** Acquisition de 5% de Palmci, une société ivoirienne produisant de l'huile de palme.
- **30/06/1998** Augmentation du capital social et investissement au Kenya dans 70,8% de Red Lands Roses Ltd, producteur de roses et de Socfinaf Company Ltd, producteur de café.  
De plus, Intercultures a acquis, via une filiale luxembourgeoise (Indufina Luxembourg) 54% d'une plantation de palmiers à huile au Nigeria, Okomu Oil Palm Company plc.
- **31/03/1999** Intercultures continue l'expansion de ses investissements en Afrique et plus particulièrement au Liberia : acquisition de 70% de Weala Rubber Company Ltd, propriétaire d'une usine à caoutchouc et de 75% de Liberian Agricultural Company « LAC » qui dispose d'une concession d'hévéas.
- **31/03/2000** Acquisition de 89,64% de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse « SPFS », une société camerounaise active dans le secteur de la production, la transformation et le raffinage de l'huile de palme.
- **31/12/2000** Via une holding camerounaise Palmcam, Intercultures poursuit ses investissements au Cameroun dans Socapalm, une société active dans la production et la transformation d'huile de palme.
- **31/12/2001** Nouvelle augmentation du capital social qui a permis à Intercultures d'augmenter sa participation en Okomu Oil Palm Company plc et en Befin (maison mère de la SOGB).
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinaf, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Intercultures a acquis 99,8% de Brabanta, une société développant une plantation d'huile de palme au Congo. D'autre part, Intercultures a cédé ses participations Weala Rubber Company Ltd (Liberia) et Palmci (Côte d'Ivoire).
- **31/12/2008** Constitution de Sud Comoë Caoutchouc « SCC » (Côte d'Ivoire) via la holding ivoirienne Befin. Intercultures a cédé 60% de Red Lands Roses (Kenya).
- **31/12/2009** Augmentation de capital de Brabanta (Congo).  
Augmentation de la participation dans Salala Rubber Corporation « SRC » (Liberia).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Company Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et changement de la dénomination en Socfinaf S.A.
- **01/07/2011** Division des actions par 10.
- **06/10/2011** Acquisition de 32,9% d'actions Palmcam qui est ainsi intégralement détenue par Socfinaf S.A.
- **31/12/2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu.  
Constitution de Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG ».



### 3. Structure du Groupe



#### 4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
<b>Sierra Leone</b>		
Socfin Agricultural Company Ltd	34.000.000	85,00%
<b>Liberia</b>		
Liberian Agricultural Company	25.000	100,00%
Salala Rubber Corporation	136	42,63%
<b>Côte d'Ivoire</b>		
Bereby-Finances S.A.	739.995	87,06%
<b>Ghana</b>		
Plantations Socfinaf Ghana Ltd	250.000	100%
<b>Nigeria</b>		
Okomu Oil Palm Company plc	315.293.956	66,11%
<b>Cameroun</b>		
Palmcam S.A.	1.840.540	100,00%
<b>République Démocratique du Congo</b>		
Brabanta S.P.R.L.	4.990	99,80%
<b>Kenya</b>		
Red Lands Roses Ltd	500.000	10,00%
<b>Belgique</b>		
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
<b>Grande Bretagne</b>		
West African Trading Company	3	100,00%
<b>Luxembourg</b>		
Socfinde S.A.	50.000	20,00%
Terrasia S.A.	3.328	33,28%
Induservices S.A.	3.000	30,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
<b>Suisse</b>		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinaf détient une participation.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.





## Portrait du Groupe

### SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD

Capital : USD 7.941.068,49.

SAC est active au Sierra Leone dans la production d'huile de palme.

#### Principales données

Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
<b>au 31/12/2012</b>			
Palmier	-	3.079	3.079

Concessions : 6.579 ha

Personnel permanent au 31/12/2012 : 221

#### Chiffres Clés (en milliers de USD)

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Actifs immobilisés	27.925	5.096
Autres actifs	3.280	3.061
Capitaux propres (*)	2.798	6.110
Dettes, provisions et tiers (*)	28.406	2.047
Résultat de l'exercice	-3.312	-1.830
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	85,00	85,00

(\*) avant affectation.



## Portrait du Groupe

### LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »

Capital : USD 31.105.561.

LAC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas et de la transformation de caoutchouc industriel.

#### Principales données

Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
<b>au 31/12/2012</b>			
Hévéa	9.070	4.651	13.721

Concessions : 121.407 ha  
Personnel permanent au 31/12/2012 : 1.670

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	14.976	14.557
<b>Chiffre d'affaires (000 EUR)</b>	34.661	44.354
<b>Résultat (000 EUR)</b>	10.564	19.453
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	2,27	3,01
Cours USD/EUR	1,29	1,40

#### Chiffres Clés (en milliers de USD)

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Actifs immobilisés	45.771	30.354
Autres actifs	23.534	32.260
Capitaux propres (*)	62.225	51.578
Dettes, provisions et tiers (*)	7.080	11.036
Résultat de l'exercice	13.647	27.133
Résultat distribué	3.000	10.000
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	100	100

(\*) après affectation.



## Portrait du Groupe

### SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »

Capital : USD 18.407.578.

SRC est active au Liberia dans le secteur de la culture du caoutchouc.

#### Principales données

Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
au 31/12/2012			
Hévéa	2.661	1.875	4.536

Concessions : 8.000 ha

Personnel permanent au 31/12/2012 : 787

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2012	2011
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	2.109	10.276
<b>Chiffre d'affaires (000 EUR)</b>	6.915	32.657
<b>Résultat (000 EUR)</b>	-4.660	-754
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	2,29	3,07
Cours USD/EUR	1,29	1,40

#### Chiffres Clés (en milliers de USD)

Au 31 décembre	2012	2011
Actifs immobilisés	18.563	13.759
Autres actifs	4.702	7.119
Capitaux propres	4.035	4.540
Dettes, provisions et tiers	19.230	16.338
Résultat de l'exercice	-6.020	-1.052
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	42,63	57,87



## Portrait du Groupe

### BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.

Capital : XAF 8.500.000.000.

Cette société de portefeuille ivoirienne détient 73,16% de la SOGB et 70,01% de la SCC.

### SOGB S.A.

Capital : XAF 21.602.000.000.

SOGB est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données			
Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
<b>au 31/12/2012</b>			
Hévéa	11.046	4.792	15.838
Palmier	6.000	1.083	<u>7.083</u>
			22.921

Concessions : 34.424 ha

Personnel permanent au 31/12/2012 : 5.356

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2012	2011
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	37.142	35.583
Huile de palme	31.465	32.846
<b>Chiffre d'affaires (000 EUR)</b>	113.839	139.270
<b>Résultat (000 EUR)</b>		
Caoutchouc	15.407	35.302
Huile de palme	<u>7.841</u>	11.399
Total	23.248	46.701
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	2,30	3,06
Huile de palme	0,82	0,83
<b>Cours XAF/EUR</b>	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)		
Au 31 décembre	2012	2011
Actifs immobilisés	56.375	50.121
Autres actifs	25.247	42.571
Capitaux propres (*)	54.848	64.601
Dettes, provisions et tiers (*)	26.774	28.091
Résultat de l'exercice	15.250	30.633
Résultat distribué	25.002	25.002
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	63,69	63,69

(\*) avant affectation.



### SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »

Capital : XAF 964.160.000.

SCC est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la transformation de caoutchouc industriel.

#### Principales données

Personnel permanent au 31/12/2012 : 263

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	12.431	10.328
<b>Chiffre d'affaires (000 EUR)</b>	27.624	31.149
<b>Résultat (000 EUR)</b>	208	2.007
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>	2,28	3,03
<b>Cours XAF/EUR</b>	655	655

#### Chiffres Clés (en millions de XAF)

<i>Au 31 décembre</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>
Actifs immobilisés	2.800	2.853
Autres actifs	4.975	4.858
Capitaux propres (*)	1.298	1.161
Dettes, provisions et tiers (*)	6.477	6.550
Résultat de l'exercice	137	1.316
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	60,95	60,95

(\*) avant affectation.



### OKOMU OIL PALM COMPANY PLC

Capital : NGN 238.477.500.

Okomu est active au Nigeria (Edo State) dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

Principales données			
Surfaces (ha)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
<b>au 31/12/2012</b>			
Hévéa	4.890	1.759	6.649
Palmier	8.138	1.574	9.712
			16.361

Concessions : 21.696 ha

Personnel permanent au 31/12/2012 : 724

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2012	2011
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	8.271	7.188
Huile de palme	26.804	30.538
<b>Chiffre d'affaires (000 EUR)</b>	50.458	52.040
<b>Résultat (000 EUR)</b>	16.833	18.356
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	2,30	3,03
Huile de palme	1,12	1,02
<b>Cours NGN/EUR</b>	201	214

Chiffres Clés (en milliers de NGN)		
Au 31 décembre	2012	2011
Actifs immobilisés	8.435.586	7.140.475
Autres actifs	5.579.202	4.438.115
Capitaux propres (*)	10.312.331	9.312.209
Dettes, provisions et tiers (*)	3.702.457	2.266.381
Résultat de l'exercice	3.384.897	3.922.758
Résultat distribué	2.384.775	2.384.775
Dividende unitaire brut (en NGN)	5,00	5,00
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	66,11	62,70

(\*) avant affectation.



## Portrait du Groupe

### PALMCAM S.A.

Capital : XAF 18.405.490.000.

Cette holding camerounaise détient 65,39% de Socapalm.

### SOCAPALM S.A.

Capital : XAF 15.252.630.000.

Socapalm est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

Principales données			
Surfaces (ha)	Surface plantée		
au 31/12/2012	Mature	Immature	Totale
Palmier	27.762	4.283	32.045
Hévéa	527	1.343	1.870
			33.915

Concessions : 58.063 ha

Personnel permanent au 31/12/2012 : 1.653

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2012	2011
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	72.056	84.888
<b>Chiffre d'affaires (000 EUR)</b>	54.042	63.144
<b>Résultat (000 EUR)</b>	5.545	13.196
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile de palme	0,74	0,69
<b>Cours XAF/EUR</b>	655	655

Chiffres Clés (en millions de XAF)		
Au 31 décembre	2012	2011
Actifs immobilisés	67.477	61.636
Autres actifs	13.180	18.094
Capitaux propres (*)	52.875	51.892
Dettes, provisions et tiers (*)	27.782	27.838
Résultat de l'exercice	3.637	8.655
Résultat distribué	2.654	2.654
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	65,39	65,32

(\*) avant affectation.



### SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A.

Capital : XAF 1.820.430.000.

SPFS est une filiale de Socapalm à hauteur de 100%. SPFS est une société de raffinage d'huile de palme.

#### Principales données

Personnel permanent au 31/12/2012 : 31

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Oléine	4.371	3.308
<b>Chiffre d'affaires (000 EUR)</b>	8.347	6.454
<b>Résultat (000 EUR)</b>	223	1
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile raffinée conditionnée	0,84	1,35
Huile raffinée en vrac	0,50	1,21
<b>Cours XAF/EUR</b>	655	655

#### Chiffres Clés (en millions de XAF)

<i>Au 31 décembre</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>
Actifs immobilisés	674	813
Autres actifs	3.078	3.602
Capitaux propres	1.984	1.827
Dettes, provisions et tiers	1.768	2.588
Résultat de l'exercice	146	0,7
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (en %)	65,39	65,32





## Portrait du Groupe

### BRABANTA S.P.R.L.

Capital : USD 37.000.000.

Brabanta est une société congolaise (RDC) active dans la production d'huile de palme.

La société poursuit la réhabilitation de cette vieille plantation. Le rythme des investissements est lié aux modalités d'application du récent code agricole.

#### Principales données

##### Surfaces (ha)

##### Surface plantée

au 31/12/2012	Mature	Immature	Totale
Palmier	-	4.780	4.780

Concessions : 28.261 ha

Personnel permanent au 31/12/2012 : 922

#### Chiffres Clés (en millions de USD)

Au 31 décembre	2012	2011
Actifs immobilisés	42.501	34.557
Autres actifs	6.976	10.653
Capitaux propres (*)	36.622	36.622
Dettes, provisions et tiers (*)	12.856	8.588
Résultat de l'exercice	0	0
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	99,80	99,80

(\*) avant affectation.



### **SOGESCOL FR S.A**

Capital : CHF 5.300.000.

SOGESCOL FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2012 par un bénéfice de USD 10.247.797. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 8.529.694.

#### **Chiffres Clés (en milliers de USD)**

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Actifs immobilisés	846	808
Autres actifs	56.790	40.467
Capitaux propres (*)	17.445	16.198
Dettes, provisions et tiers (*)	40.191	25.077
Résultat de l'exercice	10.248	10.909
Résultat distribué	9.000	0
Dividende unitaire brut (en USD)	1.698	0
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,00	50,00

(\*) avant affectation.



### **SOCFINCO FR S.A**

Capital : CHF 1.300.000.

SOCFINCO FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2012 présente un résultat positif de EUR 9.360.377. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 8.000.000.

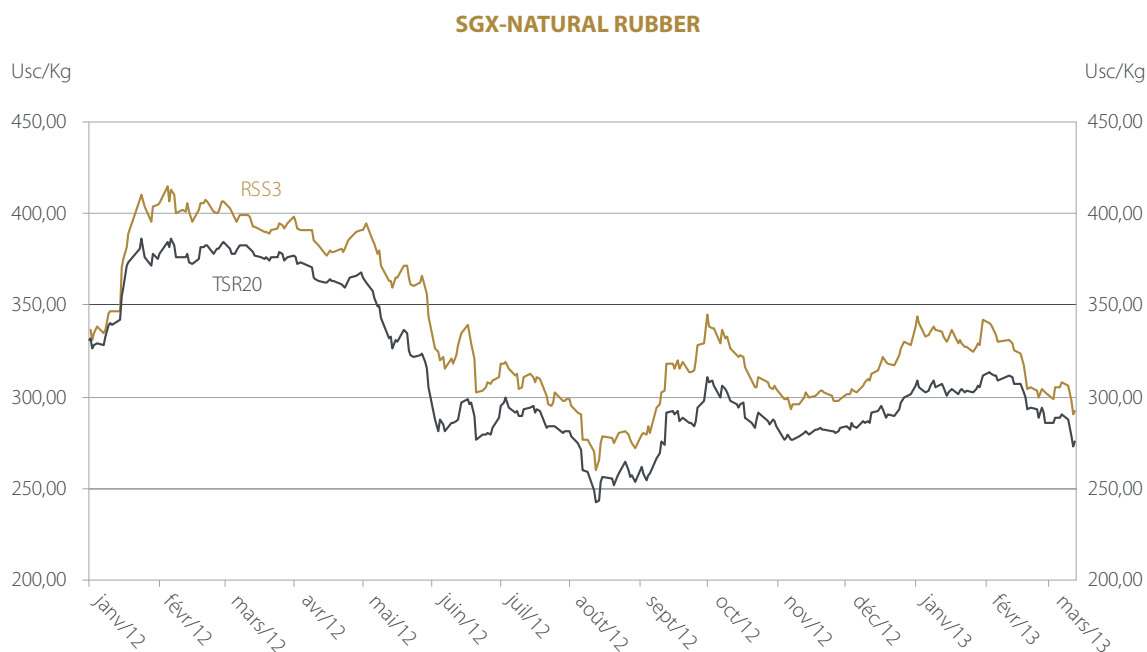
#### **Chiffres Clés (en milliers d'euros)**

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Actifs immobilisés	2.303	265
Autres actifs	14.953	7.166
Capitaux propres (*)	15.043	5.683
Dettes, provisions et tiers (*)	2.213	1.748
Ventes et prestations	25.875	8.604
Résultat de l'exercice	9.360	4.709
Participation de Socfinaf S.A. (en %)	50,00	50,00

(\*) avant affectation.



## 1. Caoutchouc



**Tableau de l'offre et de la demande mondiales de caoutchouc naturel  
(en milliers de tonnes – Source LMC – Février 2013)**

	2012	2011	2010	2009
Production	11.076	10.709	10.050	9.293
Consommation	10.607	10.585	10.207	9.224
Variation stocks	469	124	-157	69
Total stock en fin de période	1.956	1.487	1.363	1.520

LMC : Landell Mills Commodities.

**Tableau de l'offre et de la demande mondiales de caoutchouc synthétique  
(en milliers de tonnes – Source LMC – Février 2013)**

	2012	2011	2010	2009
Production	14.450	14.311	13.581	11.956
Consommation	14.370	14.267	13.613	11.916
Variation stocks	80	44	-32	40

LMC : Landell Mills Commodities.



### Le marché international en 2012

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1<sup>re</sup> position sur SGX) en 2012 est de 3.156 USD/tonne FOB Singapour, en baisse d'environ 30% par rapport à la moyenne annuelle des cours en 2011 qui était de 4.519 USD/tonne.

Après s'être stabilisés aux alentours des 3.300 USD/tonne fin 2011, les cours du caoutchouc naturel (TSR20) sont repartis à la hausse durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2012, pour atteindre des niveaux de 3.700/3.800 USD/tonne. Cette reprise des cours fut principalement liée à l'annonce faite en janvier par le gouvernement thaïlandais d'un programme d'achat de 200.000 tonnes de caoutchouc aux petits planteurs afin de soutenir les prix, ainsi qu'à l'entrée des principaux pays producteurs en période d'hivernage.

A partir de fin mars, le marché s'est inscrit dans une tendance fortement baissière dans un contexte macro-économique difficile. Le fort ralentissement de la demande dans les principaux pays consommateurs et tout particulièrement en Europe et les niveaux de stocks élevés en Chine ont fait

chuter les cours de près de 1.400 USD/tonne pour atteindre au mois d'août leur plus bas niveau depuis 2009, aux alentours des 2.400/2.500 USD/tonne.

Au mois d'août également et afin d'enrayer la chute des prix, les trois principaux pays producteurs (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) ont conjointement annoncé la mise en place d'un programme visant à réduire leurs exportations de caoutchouc naturel de 300.000 tonnes sur la période « octobre 2012 à mars 2013 » et à accélérer le « replanting » de 100.000 ha afin de réduire l'offre de 150.000 tonnes supplémentaires. Cette annonce a positivement influencé les cours qui ont évolué entre 2.700 et 3.000 USD/tonne sur les derniers mois de l'année pour clôturer au 31 décembre légèrement au-dessus de 3.000 USD/tonne.

Selon LMC, la production mondiale de caoutchouc naturel a augmenté de 3,4% en 2012, alors que la demande est restée quasi inchangée par rapport à 2011, créant un surplus d'offre conséquent de 469.000 tonnes.

### Perspectives du marché international en 2013

Durant les 2 premiers mois de l'année, les cours du TSR20 ont évolué aux alentours des 3.000 USD/tonne soutenus par l'approche de l'hivernage. D'autres facteurs tels le recul du yen par rapport au dollar rendant les matières premières sur TOCOM plus attractives, la progression des marchés financiers qui ont évité le « mur budgétaire » aux Etats-Unis et le regain de confiance sur la gestion de la crise de la dette en Europe, ont influencé positivement les cours.

A partir de fin février, les cours ont baissé et sont passés sous la barre des 2.800 USD/tonne. Le gouvernement thaïlandais a annoncé qu'il ne reconduirait pas son programme de rachat de matières premières qui se termine fin mars. Dans le même temps, les stocks actuels élevés en Chine, au Japon et en Thaïlande inquiètent le marché.

Sur base des prévisions de croissance mondiale du FMI pour 2013 (+3,5%), l'IRSG prévoit une hausse des productions de 3,2% à 11,77 millions de tonnes et une hausse de la consommation de 5,9% à 11,59 millions de tonnes. Il y aurait toujours un surplus de production mais nettement plus faible qu'en 2012 (179.000 T >< 459.000 T).

A la différence de la production dont le pourcentage de croissance reste prévisible (entre 3 à 5% par an), l'évolution de la demande reste très incertaine et ce tout particulièrement dans les économies développées. Le marché devra inévitablement compter sur la bonne tenue des économies émergentes.

Les cours du caoutchouc naturel resteront à nouveau probablement très volatiles en 2013 et fluctueront en fonction de l'évolution de nombreux facteurs difficilement maîtrisables.



## 2. Huiles végétales

### CIF ROTTERDAM - PALM OILS



### Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes (source Oil World)

	2020 (est.)	2012 (est.)	2011	2010	2009	2008	2000	1995
Indonésie	41,0	26,5	24,1	22,1	21,0	19,4	7,1	4,2
Malaisie	24,0	18,8	18,9	17,0	17,6	17,7	10,8	7,8
Autres	13,0	7,8	7,5	6,8	6,7	6,5	4,1	3,2
<b>Total</b>	<b>78,0</b>	<b>53,1</b>	<b>50,5</b>	<b>45,9</b>	<b>45,3</b>	<b>43,6</b>	<b>22,0</b>	<b>15,2</b>

### Production des principales huiles en millions de tonnes (source Oil World)

	Oct 2012 à sept 2013 (est.)	2012 (est.)	2011	2010	2009	2008
Palme	55,3	53,1	50,5	45,9	45,3	43,6
Soja	43,1	41,8	41,6	40,2	36,1	36,8
Colza	23,9	24,4	23,7	24,0	21,7	20,0
Tournesol	13,8	14,7	13,1	12,5	13,0	10,9
Coton	4,9	5,1	4,9	4,6	4,7	5,0
Arachide	3,8	3,9	4,1	4,2	4,2	4,2
Palmiste	6,2	6,0	5,6	5,2	5,2	5,0
Coprah	3,3	3,2	3,0	3,6	3,3	3,2
<b>Total</b>	<b>154,3</b>	<b>152,2</b>	<b>146,5</b>	<b>140,2</b>	<b>133,5</b>	<b>128,7</b>



### Le marché international en 2012

La moyenne des cours du CPO CIF Rotterdam en 2012 est de 999 USD/tonne, en baisse d'environ 11% par rapport à la moyenne annuelle des cours en 2011, qui était de 1.125 USD/tonne.

Les cours de l'huile de palme, positivement influencés par les mauvaises récoltes de soja en Amérique du Sud, ont atteint les 1.200 USD/tonne CIF Rotterdam courant du mois d'avril. Suite à un temps trop sec dans les deux hémisphères, les productions mondiales de fève de soja pour la récolte 2011/2012, estimées à 240 millions de tonnes, ont en effet subi une baisse sans précédent d'environ 26 millions de tonnes par rapport à la récolte précédente.

A partir de fin avril, les cours de l'huile de palme sont repartis à la baisse dans un contexte de crise de la dette dans la zone euro et des craintes d'un ralentissement de l'écono-

mie mondiale et plus particulièrement chinoise. Courant du mois de juin, le CPO CIF Rotterdam passait sous la barre des 1.000 USD/tonne. A partir du mois de septembre, les récoltes de soja en Amérique du Nord ayant été moins mauvaises que prévu et les stocks de palme en Malaisie/Indonésie étant en hausse continue, les cours du palme ont continué de chuter, perdant plus de 20% de leur valeur en un mois. En décembre, les cours du CPO CIF Rotterdam ont atteint leur plus bas niveau depuis novembre 2009, à 750 USD/tonne.

Afin de réduire les niveaux de stock et d'enrayer la chute des cours, le gouvernement malais a annoncé courant du mois de décembre la suppression temporaire des taxes à l'export sur le CPO à partir du mois de janvier 2013. Les cours du CPO CIF Rotterdam ont clôturé au 31 décembre aux alentours des 800 USD/tonne.

### Perspectives du marché international en 2013

Après avoir atteint un niveau record à 2,63 millions de tonnes fin 2012, les stocks d'huile de palme en Malaisie, indicateur de référence du marché, sont en baisse depuis 2 mois avec l'entrée en période de basse production en Malaisie/Indonésie. Cette baisse des stocks a permis une légère reprise des cours. La moyenne des cours du CPO CIF Rotterdam pour les 2 premiers mois de l'année avoisine les 850 USD/tonne.

Si les rendements sont généralement plus faibles en début d'année, le marché s'attend toutefois à une nouvelle hausse des productions mondiales d'huile de palme qui atteindraient 55 millions de tonnes en 2013 (+2 millions par rapport à 2012).

La direction que prendront les cours du palme dans les mois à venir reste très incertaine compte tenu des doutes sur le dynamisme de la demande mondiale.

Du côté des fondamentaux haussiers, l'huile de palme bénéficie d'un tarif très attractif par rapport aux autres huiles végé-

tales. Elle se traite toujours à forte décote (+/-250 USD/tonne) par rapport à l'huile de soja. Par ailleurs, la compétitivité actuelle du palme par rapport au pétrole pourrait encourager un regain de la demande pour la production de biocarburant.

Du côté des fondamentaux baissiers, la production mondiale de fèves de soja pour la récolte 2012/2013 devrait être bien meilleure que la saison passée avec près de 268 millions de tonnes estimées actuellement. Même si elles restent incertaines en Argentine, les récoltes s'annoncent excellentes au Brésil. On peut donc s'attendre à une augmentation de l'offre d'huile de soja sur les marchés à partir du second semestre, ce qui impacterait négativement les cours du palme.

D'autres facteurs influenceront également l'évolution des cours du palme comme notamment les politiques douanières des pays exportateurs et importateurs, l'évolution de la crise dans la zone euro, l'évolution de la croissance en Inde et en Chine, respectivement 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> plus gros importateurs d'huile de palme.



## Environnement et responsabilité sociale

Depuis novembre 2010, le Département « Développement Durable » traite les questions environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité liées aux activités agro-industrielles du Groupe.

En 2012, les experts du Département ont **audités les systèmes de gestion** de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité et en matière de responsabilité sociale (HSSE) des plantations de la Socapalm et de la Safacam (Cameroun), d'Okomu (Nigeria), de la SOGB (Côte d'Ivoire), l'usine de SCC (Côte d'Ivoire), les plantations de LAC et de SRC (Liberia) ainsi que la plantation de SAC (Sierra Leone) soit pour établir les premiers plans d'actions, soit pour y évaluer l'amélioration continue des performances.

L'objectif d'amélioration continue a conduit les responsables de sites à étoffer leurs **ressources humaines** en matière d'hygiène, sécurité et environnement (HSE) et, désormais, chaque site (y compris ceux en gestion) a un responsable HSE dans son organigramme.

Dans le cadre des **certifications** de nos systèmes de gestion, la Socapalm et la Safacam ont continué à mettre en place leur système de gestion de l'environnement conformément à la norme **ISO14001** ; l'audit à blanc de trois sites (Eseka, Mbongo et Mbambou) de la Socapalm doit avoir lieu dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et devrait mener à une certification dans le courant du deuxième trimestre 2013 ; les autres sites suivront.

Ces trois sites de la Socapalm seront les premières unités agro-industrielles de production d'huile de palme certifiées ISO14001 en Afrique centrale.

La SOGB (Côte d'Ivoire), SRC (Liberia) et Okomu (Nigeria) sont, elles aussi, entrées dans la même démarche, en mobilisant, dans un premier temps, leurs ressources humaines internes.

Les sites au Nigeria, au Cameroun et en Sierra Leone ont été contactés et ont décidé de participer aux Groupes de travail pour les interprétations nationales des Principes et Critères **RSPO** (Roundtable on Sustainable Palm Oil).

PT Socfindo (Indonésie) est certifiée ISO14001 et **OHSAS 18001** pour la totalité de ses plantations (palmiers à huile et caoutchouc) et est certifiée RSPO pour ses plantations de Bangun Bandar et Tanah Gambus. Les plantations et usines de Matapao, Negeri Lama, Sungai Liput et Aek Loba seront certifiées RSPO en avril 2013 ; ce qui donnera un total de plus de 23.000 ha certifiés conformément à ce code de bonnes pratiques.

Le Département a apporté un support technique aux sites agro-industriels, notamment en produisant de nouvelles procédures-cadre en matière d'Hygiène, Sécurité et Environnement.

En outre, l'expertise du Département a été requise pour améliorer les études d'impact environnemental et social, et les plans de gestion en matière d'HSE, réalisés par des bureaux locaux, et les amener au niveau des exigences qualitatives des bailleurs de fonds internationaux, notamment à LAC (pour l'implantation de la centrale hydro-électrique), à SAC (monitoring des activités) et à la Safacam (projet d'extensions).

Le Département assure la coordination des projets sociaux (construction de centres médicaux et écoles) à mettre en œuvre au sein de la Socapalm, SPFS, Okomu, SOGB, Brabanta, LAC et SRC, avec un cofinancement de la DEG, banque de développement allemande.

Enfin, le Département met en place un système de reporting régulier qui permettra d'assurer l'efficacité du suivi.





## Chiffres clés

### 1. Indicateurs d'activités

Superficies (en hectares)		Hévéa		Palmier
<b>Au 31 décembre 2012</b>				
Immatures (par année de planting)				
2012		2.661		7.206
2011		2.036		4.177
2010		2.667		2.464
2009		2.078		952
2008		1.820		-
2007		1.250		-
2006		1.189		-
2005		720		-
<b>Total</b>		<b>14.421</b>		<b>14.799</b>
Jeunes	(de 8 à 11 ans)	6.825	(de 3 à 7 ans)	6.788
Matures	(de 12 à 22 ans)	4.663	(de 8 à 18 ans)	17.315
Vieux	(plus de 22 ans)	16.706	(plus de 18 ans)	17.796
<b>Total</b>		<b>42.615</b>		<b>56.698</b>

Superficies (en hectares)	2012	2011	2010	2009	2008
Palmier	56.698	51.097	48.172	43.981	43.313
Hévéa	42.615	40.986	41.457	39.820	36.020
<b>Total</b>	<b>99.313</b>	<b>92.083</b>	<b>89.629</b>	<b>83.801</b>	<b>79.333</b>

Production (en tonnes)		2012	2011	2010	2009	2008
<b>Huile de palme</b>	Production propre	117.019	131.451	109.841	117.041	124.792
	Achat aux tiers	13.315	16.765	15.928	14.460	16.919
<b>Caoutchouc</b>	Production propre	39.500	39.379	41.452	39.200	35.401
	Achat aux tiers	36.996	39.800	39.056	36.242	33.259



## Chiffres clés

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
Palmier	113,2	124,0	96,3	94,0	113,9
Hévéa	173,3	237,7	184,8	81,5	112,1
Autres produits agricoles	-	-	-	-	10,1
Activités commerciales	-	-	20,0	22,2	-
Autres	3,1	3,3	1,9	11,2	15,9
<b>Total</b>	<b>289,6</b>	<b>365,0</b>	<b>303,0</b>	<b>208,9</b>	<b>252,0</b>

Personnel	2012	2011	2010	2009	2008
Effectifs moyens	13.880	11.409	10.908	12.180	13.514

## 2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
Chiffre d'affaires	290	365	303	209	252
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	65	129	90	31	69
Résultat opérationnel	156	243	149	24	117
« Part du Groupe » dans le résultat	80	124	92	1	68
Cash-flow opérationnel	49	127	71	25	74
Cash-flow libre	-42	36	67	-9	48

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

## 3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
Actifs biologiques	548	422	282	196	204
Autres actifs non-courants	200	166	137	128	130
Actifs courants	122	178	122	119	149
Capitaux propres totaux	626	541	412	320	319
Passifs non-courants	146	116	68	69	98
Passifs courants	98	111	61	73	65



## Données boursières

(en euros)	2012	2011	2010 Révisé	2009	2008
Nombre d'actions	16.380.000	16.380.000	1.638.000	1.638.000	1.638.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	468.540.163	398.933.162	282.670.024	206.318.540	224.689.336
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe » (*)	4,91	7,58	5,60	0,08	4,18
Dividende par action (*)	0,50	0,50	1,20	0,75	1,00
Cours de bourse					
mini (*)	18,90	17,26	13,10	8,50	7,80
maxi (*)	24,38	24,50	25,00	14,50	20,00
clôture (*)	19,90	19,00	23,00	13,20	8,50
Capitalisation boursière	325.962.000	311.220.000	376.740.000	216.216.000	139.230.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	10,18%	6,60%	21,42%	-	23,94%
Dividendes/capitalisation boursière	2,51%	2,63%	5,22%	5,68%	11,76%
Cours de bourse/bénéfice par action	4,05	2,51	4,11	-	2,03

(\*) Après division des titres par 10.

## Faits marquants de l'exercice

- En 2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu Oil Palm Company Plc.  
 Constitution de Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG » (Ghana).  
 Socfinaf poursuit ses investissements de développement dans Brabanta (RDC), Socfin Agricultural Company « SAC » (Sierra Leone).



### 1. Introduction

Socfinaf S.A. a choisi d'apporter une importance toute particulière aux dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à respecter ces principes et à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

### 2. Conseil d'Administration

#### Composition du Conseil d'Administration

Nom	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Président	AGO 1981	AGO 2016
M. Daniel-Louis Deleau	Administrateur	AGO 1992	AGO 2013
M. Vincent Bolloré	Administrateur	AGO 1993	AGO 2017
M. Philippe de Traux de Wardin	Administrateur	AGO 1997	AGO 2015
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Baillencourt	Administrateur	AGO 1997	AGO 2018
PF Representation Limited représentée par M. Jean-Charles de Fauconval	Administrateur	AGO 1998	AGO 2014
M. Luc Boedt	Administrateur	AGO 2007	AGO 2013
M. Fulgence Koffy	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017
M. Gbenga Oyebo	Administrateur	AGO 2011	AGO 2017

Le mandat de Monsieur Daniel-Louis Deleau, Administrateur sortant, vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2013. Celui-ci ne souhaitant pas se représenter, il sera proposé à ladite Assemblée de ne pas pourvoir à son remplacement.

Le mandat de Monsieur Luc Boedt, Administrateur sortant, vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2013. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de son mandat.

#### Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

##### Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A. ;
- Vice-Président et Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A.



## Gouvernance d'entreprise

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, SAFA Cameroun, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de PF Representation Ltd au Conseil de Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

### **Daniel-Louis Deleau**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf S.A.

### **Vincent Bolloré**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A., Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Havas ;
- Vice-Président de Generali et de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Generali et Havas ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Compagnie des Tramways de Rouen, de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

### **Philippe de Traux de Wardin**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm » ;
- Représentant permanent de PF Representation Ltd au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois.

### **Bolloré Participations S.A.**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.



## Gouvernance d'entreprise

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

### **PF Representation Limited**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Plantations des Terres Rouges S.A., Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

### **Luc Boedt**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de SAFA Cameroun ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Palmcam au Conseil d'Administration de Société des Palmeraies du Cameroun « Socapalm ».

### **Fulgence Koffy**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf S.A.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

### **Gbenga Oyebode**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf S.A.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de Okomu Oil Palm Company.



### Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs. Il spécifie le terme du mandat et vérifie que l'Administrateur réponde aux critères d'indépendance.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs restants procè-

deront à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

### Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à mettre en place

toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

### Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

#### Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois.

#### Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;  
Mouvements de portefeuille ;  
Inventaire et évaluation du portefeuille ;  
Evolution des participations significatives ;  
Rapport de gestion ;  
Projets d'investissement.

#### Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2012 : 80%  
- 2011 : 80%  
- 2010 : 96,83%  
- 2009 : 100%  
- 2008 : 95,92%



### 3. Les Comités du Conseil d'Administration

#### 3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se termine lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2013. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 20 mars 2013, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

#### 3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la direction opérationnelle de Socfinaf S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même, pour des raisons prag-

matiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

### 4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. au titre de l'exercice 2012 s'élève à EUR 1.870.477 et pour l'exercice 2011 à EUR 2.240.775.

Les Administrateurs de Socfinaf S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions, stock-options.

### 5. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote*	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	882.732	53,89	26/01/2007

(\*) Les notifications déposées avant le 1er juillet 2011, date effective de la division des actions par 10, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 1.638.000.





### 6. Calendrier financier

---

29 mai 2013	Assemblée Générale Ordinaire à 10h
12 juin 2013	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2012 (coupon n° 34)
Fin août 2013	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2013
Fin septembre 2013	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2013
Mi-novembre 2013	Déclaration intermédiaire de la direction du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013
Fin mars 2014	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2013
Mi-avril 2014	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2013
Mi-mai 2014	Déclaration intermédiaire de la direction du 1 <sup>er</sup> trimestre 2014
28 mai 2014	Assemblée Générale Ordinaire à 10h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg [www.bourse.lu](http://www.bourse.lu) dans la rubrique « Avis officiels » et sur le site de la Société [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

### 7. Audit externe

---

#### Réviseur d'Entreprises agréé

Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision    En 2012, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 78.893 TVAC.  
Comptable « CLERC »  
1 rue Pletzer  
L-8080 Bertrange.

### 8. Autres informations

---

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.



## Déclaration de conformité

M. Philippe de Taux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance, (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de

l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.



### Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 mai 2013

Mesdames, Messieurs,

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 intègrent aux comptes annuels de Socfinaf S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

En 2012, Socfinaf S.A. a acquis 3,4% de Okomu. Elle a également souscrit à l'augmentation de capital et a acquis le solde des actions de Salala Rubber Corporation, via sa filiale Liberian Agricultural Company.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinaf S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2012 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

L'impact principal des normes IFRS est généré par l'application de la norme IAS 41 ayant trait à l'agriculture et plus précisément à la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques. Des explications plus complètes sur les modalités d'application de cette norme au sein du Groupe sont reprises à la rubrique 1.11 de la note 1. D'autre part, comme indiqué à la rubrique 1.23 de cette même note, les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs éventuellement revalorisés par application des IFRS et leurs bases fiscales ont donné lieu à la constatation d'impôts différés en utilisant les taux d'impôts adoptés par les filiales concernées à la date de clôture. Il est à souligner que la variation de l'évaluation de l'actif biologique (note 6), ainsi que les impôts différés y relatifs sont comptabilisés en compte de résultat et peuvent de ce fait influencer de manière significative le résultat consolidé du Groupe.

### Résultats consolidés

Pour l'exercice 2012, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 80,4 millions d'euros contre 124,1 millions d'euros en 2011. Il en résulte un profit net par action « Part du Groupe » de 4,91 euros contre 7,58 euros en 2011.

Le chiffre d'affaires s'élève à 289,6 millions d'euros en 2012 contre 365 millions d'euros en 2011 (-75,4 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte notamment de la baisse des prix (-65,4 millions d'euros) et des quantités vendues (-15,7 millions d'euros). Elle est toutefois atténuée par l'appréciation de l'USD par rapport à l'euro (+7,9 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'inscrit à 156,4 millions d'euros contre 242,7 millions d'euros en 2011.

Il est influencé par la baisse du chiffre d'affaires et par la variation de la juste valeur des actifs biologiques. Cette variation de la juste valeur de 91,3 millions d'euros est due notamment à la hausse de la moyenne des marges sur 5 ans (+46,2 millions d'euros), à la transformation physique de l'actif biologique (+37,5 millions d'euros), à la baisse des taux d'actualisation (+22,6 millions d'euros), à la hausse du rendement (+21,6 millions d'euros) et à la prise en charge des investissements de l'année (-36,7 millions d'euros).

Conformément aux IFRS et en l'absence de marché liquide, l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques fait appel à la méthode des cash-flows actualisés. Dans ce modèle, certaines hypothèses sont basées sur des appréciations qui induisent une grande volatilité de la juste valeur. Il en est ainsi tant pour les prix de vente de la production agricole sur les marchés locaux et internationaux que pour les taux d'actualisation.

Le résultat opérationnel avant variation de la juste valeur des actifs biologiques s'élève à 65,1 millions d'euros contre 129,3 millions d'euros au 31 décembre 2011. Ce résultat donne une meilleure image du résultat opérationnel récurrent du Groupe.

Les charges financières s'établissent à 4,6 millions d'euros contre 5,8 millions d'euros au 31 décembre 2011. Elles sont principalement composées de pertes de change pour un montant de 1,5 millions d'euros contre 3,1 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les autres produits financiers sont en hausse à 2,3 millions d'euros contre 1,6 millions d'euros au 31 décembre 2011. Ils incluent des gains de change pour un montant de 1,5 millions d'euros contre 1,3 millions d'euros au 31 décembre 2011.



La charge d'impôts est en baisse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 15,2 millions d'euros contre 27,4 millions d'euros en 2011.

Les impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 27,6 millions d'euros contre 46,9 millions d'euros en 2011 (-19,3 millions d'euros) principalement en raison de la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques et de la production agricole.

### Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinaf S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 747,6 millions d'euros contre 588,7 millions d'euros au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 158,9 millions d'euros, principalement en raison de la hausse de la juste valeur des actifs biologiques (+125,2 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 122,2 millions d'euros contre 178,5 millions d'euros au 31 décembre 2011 (baisse de la valeur des créances et de la trésorerie).

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 468,5 millions d'euros contre 398,9 millions d'euros en 2011. Cette amélioration des fonds propres de l'ordre de 69,6 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de l'exercice (+80,4 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-8,2 millions d'euros, solde 2011 et acompte 2012 inclus) et de la variation de la réserve pour écarts de conversion (-1,9 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe », avant distribution du solde de dividende, de 28,60 euros contre 24,35 euros un

an plus tôt. Au 31 décembre 2012, le cours de bourse s'élève quant à lui à 19,90 euros.

Les passifs, courants et non-courants, sont en augmentation à 243,8 millions d'euros contre 226,2 millions d'euros un an plus tôt. L'endettement est en hausse à 67,1 millions d'euros en 2012 contre 49,6 millions d'euros en 2011. Les passifs d'impôts différés, principalement liés à la valorisation de l'actif biologique s'inscrivent en hausse à 114,5 millions d'euros contre 86,2 millions d'euros en 2011, tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en baisse à 21,8 millions d'euros contre 30,5 millions d'euros en 2011.

### Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2012, la trésorerie nette s'élève à -11,4 millions d'euros en baisse de 66,5 millions d'euros sur l'exercice.

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 48,8 millions d'euros durant l'exercice 2012 (126,5 millions d'euros en 2011) et la capacité d'autofinancement à 94,8 millions d'euros contre 141,2 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les activités d'investissement ont mobilisé 90,7 millions d'euros net. Ces activités sont largement influencées par les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevant à 83,3 millions d'euros (67,6 millions d'euros en 2011) et le rachat de participations dans des filiales pour 6,7 millions d'euros (24,5 millions d'euros en 2011). Les activités de financement ont quant à elles mobilisé 24,6 millions d'euros, dont 26,4 millions d'euros de dividendes (27,7 millions d'euros en 2011).



### PERSPECTIVES 2013

---

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du

caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours du dollar US par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

### ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

---

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique. Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone,

Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun et Congo RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

### EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

---

Aucun événement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

### GOVERNANCE D'ENTREPRISE

---

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de

Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

**Le Conseil d'Administration**



### RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREÉ

#### Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2008, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINAF S.A., comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2012 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variations des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 38 à 93.

#### *Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés*

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.



Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### *Opinion*

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de SOCFINAF S.A. au 31 décembre 2012, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

### *Observation*

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 35. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur les notes 1.11 et 1.27 concernant l'évaluation des actifs biologiques. Du fait de l'incertitude inhérente à la méthode d'évaluation de ces derniers à la juste valeur en raison de la volatilité des prix et en l'absence de marché liquide, la valeur comptable des actifs biologiques et de la production agricole pourrait différer de leur valeur de réalisation.

### **Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 33 à 35, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 26 Mars 2013

**CLERC**

Cabinet de révision agréé

*Jean-Jacques Soisson*



## 1. Etat de la situation financière consolidée

		2012	2011
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<b>Actifs non-courants</b>			
Immobilisations incorporelles	4	523.574	51.733
Immobilisations corporelles	5	167.707.297	136.855.417
Actifs biologiques	6	547.525.559	422.341.922
Participations dans des entreprises associées	7	28.097.917	26.821.587
Titres disponibles à la vente	8	756.604	581.286
Avances à long terme		1.905.390	1.848.019
Actifs d'impôts différés	9	1.126.902	50.413
Autres actifs non-courants	10	6.332	132.677
		<b>747.649.575</b>	<b>588.683.054</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	11	40.671.915	45.865.972
Créances commerciales	12	27.906.961	32.356.459
Autres créances	13	17.033.133	21.649.136
Actifs d'impôts exigibles	14	5.245.267	3.129.043
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	31.300.549	75.449.736
		<b>122.157.825</b>	<b>178.450.346</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>869.807.400</b>	<b>767.133.400</b>





## Etats financiers consolidés

		2012	2011
<i>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</i>	Note	EUR	EUR
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>			
Capital souscrit	16	32.760.000	32.760.000
Prime d'émission	16	63.866.666	63.866.666
Réserve légale	17	3.276.000	3.276.000
Réserves consolidées		289.225.976	173.668.782
Ecart de conversion		-1.037.820	1.223.123
Résultat de l'exercice		80.449.341	124.138.591
		<b>468.540.163</b>	<b>398.933.162</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>			
		<b>157.464.583</b>	<b>142.051.627</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>			
		<b>626.004.746</b>	<b>540.984.789</b>
<b>Passifs non-courants</b>			
Passifs d'impôts différés	9	114.488.253	86.223.888
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	18	6.168.885	5.415.048
Dettes financières à plus d'un an	19	22.459.392	19.675.521
Autres dettes	21	2.747.239	4.298.454
		<b>145.863.769</b>	<b>115.612.911</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes financières à moins d'un an	19	44.654.935	29.963.875
Dettes commerciales		21.615.478	25.220.318
Passifs d'impôts exigibles	14	21.760.238	30.505.577
Provisions	20	238.863	114.611
Autres dettes	21	9.669.371	24.731.319
		<b>97.938.885</b>	<b>110.535.700</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>869.807.400</b>	<b>767.133.400</b>



## 2. Compte de résultat consolidé

		2012	2011
	Note	EUR	EUR
Produit des activités ordinaires	33	289.583.988	365.048.423
Production immobilisée		37.499.429	21.095.979
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		1.065.245	10.220.155
Autres produits opérationnels		8.220.859	9.516.066
Marchandises et matières consommées		-111.998.956	-135.760.713
Autres charges externes		-83.939.193	-68.920.620
Frais de personnel	23	-43.019.038	-36.845.881
Dotations aux amortissements	24	-17.461.946	-15.348.560
Autres charges opérationnelles		-14.865.227	-19.725.158
<b>Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques</b>		<b>65.085.161</b>	<b>129.279.691</b>
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	6	91.329.543	113.439.867
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>156.414.704</b>	<b>242.719.558</b>
Produits provenant de titres disponibles à vente		526	438
Autres produits financiers	25	2.319.297	1.588.061
Plus-values sur cessions d'actifs		112.085	98.184
Moins-values sur cessions d'actifs		-939.293	-808.749
Charges financières	26	-4.594.137	-5.781.076
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>153.313.182</b>	<b>237.816.416</b>
Charge d'impôts sur le résultat	27	-15.212.861	-27.423.053
Impôts différés	27	-27.565.787	-46.933.026
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	7	10.057.146	11.104.466
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>120.591.680</b>	<b>174.564.803</b>
<b>Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>40.142.339</b>	<b>50.426.212</b>
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</b>		<b>80.449.341</b>	<b>124.138.591</b>
<b>Résultat net par action non dilué</b>	28	<b>4,91</b>	<b>7,58</b>
<b>Nombre d'actions Socfinaf S.A.</b>		<b>16.380.000</b>	<b>16.380.000</b>
Résultat net par action non dilué		4,91	7,58
Résultat net par action dilué		4,91	7,58



### 3. Etat du résultat étendu consolidé

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>120.591.680</b>	<b>174.564.803</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>		
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	-45.973	213.479
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées	20.582	-21.282
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées	-2.722.845	6.377.361
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées	-952.486	178.270
<b>Résultat étendu</b>	<b>116.890.958</b>	<b>181.312.631</b>
<b>Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>39.286.890</b>	<b>51.234.666</b>
<b>Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère</b>	<b>77.604.068</b>	<b>130.077.965</b>



## 4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2012	2011
	Note	EUR	EUR
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		80.449.341	124.138.591
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		40.142.339	50.426.212
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	7	-10.057.146	-11.104.466
Dividendes des entreprises associées		7.807.194	5.445.000
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	6	-91.329.543	-113.439.867
Juste valeur de la production agricole		5.090.832	-6.768.577
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		0	66.992
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		19.059.011	17.398.372
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		827.209	710.565
Charge d'impôts	27	42.778.648	74.356.079
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>94.767.885</b>	<b>141.228.901</b>
<b>Intérêts payés - reçus</b>		<b>1.070.428</b>	<b>1.106.403</b>
<b>Impôts payés</b>		<b>-15.212.861</b>	<b>-27.423.053</b>
Variation de stocks		-2.267.473	-6.202.771
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		7.756.272	-13.846.966
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-36.303.598	30.363.208
Comptes de régularisation		-966.506	1.297.088
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>-31.781.305</b>	<b>11.610.559</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>48.844.147</b>	<b>126.522.810</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-404.267	-45.016
Acquisitions/cessions d'immobilisations corporelles		-83.255.284	-67.555.804
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		-274.011	1.762.008
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	3	-6.743.606	-24.499.159
<b>Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>-90.677.168</b>	<b>-90.337.971</b>
<b>Activités de financement</b>			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-8.190.000	-16.380.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-18.243.298	-11.866.354
Produits de l'émission d'actions		0	154.257
Produits d'emprunts		8.298.474	6.726.821
Remboursements d'emprunts		-5.365.285	-6.740.384
Intérêts payés - reçus		-1.070.428	-1.106.403
<b>Flux net de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>-24.570.537</b>	<b>-29.212.063</b>
Incidences des écarts de conversion		-139.009	1.757.918
<b>Variation nette de trésorerie</b>		<b>-66.542.567</b>	<b>8.730.694</b>
Trésorerie au 1er janvier	15	55.137.828	46.407.134
Trésorerie au 31 décembre	15	-11.404.739	55.137.828
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>-66.542.567</b>	<b>8.730.694</b>



## 5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>32.760.000</b>	<b>63.866.666</b>	<b>3.276.000</b>	<b>-4.764.446</b>	<b>187.531.804</b>	<b>282.670.024</b>	<b>129.634.477</b>	<b>412.304.501</b>
Résultat de l'exercice					124.138.591	<b>124.138.591</b>	50.426.212	<b>174.564.803</b>
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées					184.074	<b>184.074</b>	8.123	<b>192.197</b>
Ecarts de conversion des entités contrôlées				5.577.030	0	<b>5.577.030</b>	800.331	<b>6.377.361</b>
Variation du résultat étendu des entreprises associées				410.539	-232.269	<b>178.270</b>	0	<b>178.270</b>
<b>Résultat étendu</b>				<b>5.987.569</b>	<b>124.090.396</b>	<b>130.077.965</b>	<b>51.234.666</b>	<b>181.312.631</b>
Dividendes					-10.920.000	<b>-10.920.000</b>	-11.866.354	<b>-22.786.354</b>
Acomptes sur dividendes					-5.460.000	<b>-5.460.000</b>	0	<b>-5.460.000</b>
Autres variations					2.565.173	<b>2.565.173</b>	-26.951.162	<b>-24.385.989</b>
<b>Transactions avec les actionnaires</b>					<b>-13.814.827</b>	<b>-13.814.827</b>	<b>-38.817.516</b>	<b>-52.632.343</b>
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>32.760.000</b>	<b>63.866.666</b>	<b>3.276.000</b>	<b>1.223.123</b>	<b>297.807.373</b>	<b>398.933.162</b>	<b>142.051.627</b>	<b>540.984.789</b>
Résultat de l'exercice					80.449.341	<b>80.449.341</b>	40.142.339	<b>120.591.680</b>
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées					-9.282	<b>-9.282</b>	-16.109	<b>-25.391</b>
Ecarts de conversion des entités contrôlées				-1.883.505	0	<b>-1.883.505</b>	-839.340	<b>-2.722.845</b>
Variation du résultat étendu des entreprises associées				-377.438	-575.048	<b>-952.486</b>	0	<b>-952.486</b>
<b>Résultat étendu</b>				<b>-2.260.943</b>	<b>79.865.011</b>	<b>77.604.068</b>	<b>39.286.890</b>	<b>116.890.958</b>
Dividendes					-3.276.000	<b>-3.276.000</b>	-18.772.878	<b>-22.048.878</b>
Acomptes sur dividendes					-4.914.000	<b>-4.914.000</b>	0	<b>-4.914.000</b>
Autres variations					192.933	<b>192.933</b>	-5.101.056	<b>-4.908.123</b>
<b>Transactions avec les actionnaires</b>					<b>-7.997.067</b>	<b>-7.997.067</b>	<b>-23.873.934</b>	<b>-31.871.001</b>
<b>Situation au 31 décembre 2012</b>	<b>32.760.000</b>	<b>63.866.666</b>	<b>3.276.000</b>	<b>-1.037.820</b>	<b>369.675.317</b>	<b>468.540.163</b>	<b>157.464.583</b>	<b>626.004.746</b>

	2012	2011
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	8.190.000	14.742.000
Nombre d'actions	16.380.000	16.380.000
Dividende par action distribué sur la période	0,50	0,90



## 6. Annexe aux états financiers consolidés

### Note 1. Généralités et méthodes comptables

#### 1.1. Généralités

Socfinaf S.A., (« la Société ») a été constituée le 22 octobre 1961. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique.

Socfinaf S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 6225.

#### 1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) adopté dans l'Union Européenne.

En date du 26 mars 2013, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2012 sont entrés en vigueur et n'ont pas entraîné d'impacts importants sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2012 :

- L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir - transferts d'actifs financiers », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011. Cet amendement permettra aux utilisateurs d'états financiers d'améliorer leur compréhension d'opérations de transfert d'actifs financiers (par exemple : des titrisations), y compris la compréhension des effets éventuels de tout risque qui demeurerait dans l'entité qui a transféré les actifs. Cet amendement impose également de fournir des informations complémentaires si un montant disproportionné d'opérations de transfert est réalisé aux alentours de la fin de la période de reporting.

- L'amendement à la norme IAS 12 « Impôts différés - recouvrement des actifs sous-jacents », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Cet amendement prévoit une exception aux principes généraux, soit que l'évaluation des actifs d'impôts différés et des passifs d'impôts différés doit refléter les incidences fiscales qui découleraient de la manière selon laquelle l'entité prévoit de recouvrir la valeur comptable d'un actif.
- Les amendements à IFRS 1 « Première adoption des IFRS - hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants », applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011. Le Groupe applique déjà les normes IFRS et n'est donc pas concerné par ces amendements.

Socfinaf S.A. a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2012 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :

- L'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012. Cet amendement introduit notamment la nécessité de distinguer au sein des autres éléments du résultat global (éléments constitutifs des capitaux propres) ceux qui seront ultérieurement reclassés en résultat net et ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net. Cet amendement réaffirme en outre les règles actuelles de présentation de l'état du résultat global, soit dans un seul état, soit dans deux états distincts consécutifs.
- La révision de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Les amendements portent sur la comptabilisation des régimes à prestations définies et notamment sur : l'abandon de la méthode du corridor ; l'obligation de présenter dans les autres éléments du résultat global les réestimations ; l'amélioration des informations à fournir sur les caractéristiques et les risques de ces régimes ; ainsi que la clarification de certains points.
- La version révisée d'IAS 27 qui s'intitule dorénavant « Etats financiers individuels », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. La nouvelle version d'IAS 27 se limite dorénavant à la comptabilisation des participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers individuels. Les principes énoncés dans IAS 27 actuel pour les états financiers individuels demeurent inchangés dans la version révisée d'IAS 27.



- La version révisée d'IAS 28 qui s'intitule dorénavant « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. IAS 28 est modifiée pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Elle définit la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et expose les exigences lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et coentreprises.
  - La norme IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers), applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, des décomptabilisations et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».
  - La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Cette nouvelle norme reprend les principes concernant la consolidation, elle annule et remplace la section sur les états financiers consolidés de la norme IAS 27 actuelle. L'interprétation SIC 12 « Consolidation - entités ad hoc » est également supprimée et est intégrée dans IFRS 10.
  - La norme IFRS 11 « Partenariats », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. La norme annule et remplace IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
  - La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Cette norme intègre les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, aux partenariats, dans des entreprises associées et dans des entités structurées.
  - La norme IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Cette norme reprend un guide d'évaluation de la juste valeur comprenant les informations à fournir dans les notes des états financiers.
  - L'amendement à IFRS 1 portant sur le traitement comptable de certains prêts gouvernementaux, lors de la 1<sup>ère</sup> application du référentiel IFRS, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
  - L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir - compensations des actifs et passifs financiers », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Des informations additionnelles sont exigées sur l'ensemble des instruments financiers comptabilisés qui ont été compensés dans le respect du paragraphe 42 d'IAS 32. Une information sur les instruments financiers comptabilisés sujets à des accords de compensation exécutoires et à des contrats similaires, même s'ils ne sont pas compensés selon IAS 32, est également exigée.
  - Les amendements à IAS 32 « Instruments financiers : compensation des actifs et passifs financiers », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les amendements clarifient d'une part, la signification de « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » (Application guidance - AG 38 modifiée) et d'autre part, que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net.
  - Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 « Entités d'investissement », applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Une entité d'investissement est exemptée de consolider ses filiales et comptabiliser ses placements à la juste valeur par le résultat selon IFRS 9 « Instruments financiers ». Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
  - IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert », applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation.
- Certains amendements auront une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment ceux qui concernent IAS 19 dont l'impact est décrit à la note 18.

### 1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- les actifs biologiques (IAS 41), la production agricole (IAS 2 / IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2012 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

### 1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinaf S.A., ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où



Socfinaf S.A. exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2012 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

### **a) Filiales**

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

### **b) Participations dans les entreprises associées**

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinaf S.A. exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

### **1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations**

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

### **1.6. Ecart d'acquisition**

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

### **1.7. Ecart d'acquisition négatif**

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.





### 1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinaf S.A. et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.18.).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « écarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des états financiers consolidés :

1 euro est égal à :	Taux de clôture		Taux moyen	
	2012	2011	2012	2011
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Naira nigérian	204,63	204,79	201,08	213,70
Dollar américain	1,3183	1,2935	1,2919	1,3948



### 1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

### 1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

### 1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques en Afrique. Ces actifs biologiques, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par l'IAS 41 « Agriculture ». Il en va de même pour la production agricole au moment de la récolte et notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc.

#### *Actifs biologiques*

Les actifs biologiques sont évalués, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque clôture, à leur juste valeur diminuée des coûts estimés au point de vente. Il n'existe pas de marché actif pour les actifs biologiques qui permettrait d'en déterminer la juste valeur. De même, compte tenu de la particularité de chaque plantation (situation géographique, environnement politique et social, conditions climatiques, nature du sol, qualité du matériel végétal...), il n'existe pas de transaction de référence qui permettrait une évaluation globale des actifs biologiques. Par conséquent, afin de déterminer la juste valeur de ces actifs de manière fiable, le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts.

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique et des surfaces en exploitation. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne de marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La juste valeur de l'actif biologique est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques au 31 décembre 2012, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2008 à 2012. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Cette méthode est appliquée de manière homogène aux plantations tout en tenant compte des particularités locales. En effet, le modèle d'évaluation se base, tel que décrit supra, sur des données historiques de rendement et de marges spécifiques à chaque catégorie d'actifs biologiques pour chaque plantation. En outre, le taux d'actualisation, l'une des données sensibles du modèle, est adapté aux spécificités locales. Il tient compte du taux de financement long terme applicable à l'entité, des risques de guerre et d'expropriation liés au pays, ainsi que le cas échéant d'un risque produit. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier élément, le Groupe estime qu'il n'y a



pas de risque agricole particulier lié à l'exploitation de plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Pour cette évaluation, les hypothèses générales suivantes ont été retenues : tous les actifs biologiques plantés font l'objet de l'évaluation. Les actifs biologiques immatures, qui ne sont pas en production, font l'objet d'entretiens particuliers sur la période d'immaturité dont les coûts sont pris en compte pour l'évaluation de la juste valeur. Le transfert d'actifs biologiques en production (maturité) a lieu au cours de la quatrième année après le « planting » des palmiers à huile et au cours de la septième année après le « planting » des hévéas. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques les plus jeunes.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

### **Production agricole**

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation. Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

### **1.12. Contrats de location**

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont

réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

### **1.13. Dépréciation d'actifs**

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissement, mais d'un test de dépréciation réalisé au moins annuellement à la date de la clôture de l'exercice.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité. Cette dernière correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.



### 1.14. Participations dans des entreprises associées

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse.

### 1.15. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### 1.16. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

### 1.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### 1.18. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

#### *Instruments financiers dérivés*

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

#### *– Instruments de couverture :*

Le changement de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui sont désignés et efficaces en tant que couverture sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Les montants différés en capitaux propres sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'engagement ferme couvert ou la transaction prévue couverte affecte le résultat net.

#### *– Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, seuls des instruments mentionnés au paragraphe précédent « Autres instruments » ont été utilisés par le Groupe.

#### *Prêts et emprunts*

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent. La juste valeur de l'endettement à moins d'un an est estimée proche de la valeur comptable.

Pour l'endettement à plus d'un an, une minorité d'emprunts ont été conclus à taux variable ; ici aussi il a été estimé que la juste valeur de ces emprunts était proche de leur valeur comptable.

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.



### **Instruments de capitaux propres**

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

### **Titres disponibles à la vente**

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3). En cas de cession ou de dépréciation durable, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

### **Autres actifs et passifs financiers**

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

### **1.19. Provisions**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

### **1.20. Engagements de retraite**

#### **Plans à cotisations définies**

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis à des sociétés d'assurances externes au Groupe. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dûs.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

#### **Plans à prestations définies**

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs. Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes de l'IAS 19. Selon la politique dite du corridor, seuls les gains et pertes actuariels qui excèdent de plus de 10% le montant le plus élevé de la valeur actualisée des obligations de retraite et de la juste valeur des actifs du plan à la date de clôture, sont amortis sur la durée d'activité moyenne résiduelle prévue des membres du personnel bénéficiant de ce régime.

Lorsque les conditions d'un régime sont modifiées, le coût qui en résulte est comptabilisé immédiatement dans la mesure où les droits à prestation sont acquis. Dans les autres cas, le coût est comptabilisé en charges, selon la méthode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des pertes et profits actuariels et du coût des services passés non encore comptabilisés, diminuée de la juste valeur des actifs du plan.



### 1.21. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

### 1.22. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur, notamment les actifs biologiques. Les coûts liés au planting ou replanting des plantations (évaluées à la juste valeur) sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 1.23. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

### 1.24. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées. Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions. Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

### 1.25. Regroupements d'entreprises

Les normes IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée revoient les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Ces normes permettent, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un goodwill partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6. et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

### 1.26. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information



analysée par la direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

### 1.27. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations

actuelles. Les méthodes comptables sensibles au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations concernent principalement l'application des normes IAS 19 et IAS 41. En effet, bien que cette dernière inclue certaines recommandations pour l'élaboration d'un modèle d'évaluation à la juste valeur, basé notamment sur des flux de trésorerie futurs actualisés, cet exercice implique l'utilisation de certaines hypothèses sensibles pour déterminer les flux futurs de trésorerie et le taux d'actualisation. Les principales caractéristiques du modèle établi par le Groupe, et hypothèses retenues pour l'application de celui-ci dans le cadre de la norme IAS 41, sont décrites à la note 1.11.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.



## Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolida- tion (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolida- tion (*)
	2012	2012	2012	2011	2011	2011
<b>AFRIQUE</b>						
<b>Hévéa et palmier</b>						
SOGB S.A.	63,69	73,16	IG	63,69	73,16	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	66,11	66,11	IG	62,70	62,70	IG
SOCAPALM S.A.	65,39	65,39	IG	65,32	65,32	IG
<b>Hévéa</b>						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	100,00	100,00	IG	57,87	57,87	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	60,95	70,01	IG	60,95	70,01	IG
<b>Palmier</b>						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	85,00	85,00	IG	85,00	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	65,39	100,00	IG	65,32	100,00	IG
BRABANTA S.P.R.L.	99,80	99,80	IG	99,80	99,80	IG
<b>Autres activités</b>						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	87,06	87,06	IG	87,06	87,06	IG
PALMCAM S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
<b>EUROPE</b>						
<b>Autres activités</b>						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
GAUMMES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	30,00	30,00	MEE	30,00	30,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
TERRASIA S.A.	33,28	33,28	MEE	33,28	33,28	MEE
WEST AFRICAN TRADING COMPANY	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

(\*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale - MEE : Mise En Equivalence.





### Liste des filiales et entreprises associées

- \* BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- \* BRABANTA S.P.R.L. est une société de droit congolais spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* GAUMMES S.A. est une société de droit belge en liquidation.
- \* IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* INDUSERVICES S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- \* LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- \* MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois active dans le transport.
- \* OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant une participation dans la plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, SOCAPALM S.A.
- \* SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- \* SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- \* SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée au Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- \* SOCFINCO FR S.A. est une société de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- \* SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- \* SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme.
- \* SODIMEX S.A. est une société de droit belge active dans le domaine de l'achat et la vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
- \* SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- \* SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- \* TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- \* WEST AFRICAN TRADING COMPANY est une société britannique non active.



**Note 3. Acquisitions d'activités**

	2012	2011
	EUR	EUR
Actifs non-courants	9.168.237	34.058.923
Actifs courants	2.825.695	10.455.910
Passifs non-courants	-4.510.722	-5.674.906
Passifs courants	-1.698.114	-5.876.720
<b>Actif net acquis</b>	<b>5.785.096</b>	<b>32.963.207</b>
Ecart comptabilisé dans les fonds propres (variation de périmètre)	958.510	-2.846.901
<b>Prix total payé (*)</b>	<b>6.743.606</b>	<b>30.116.306</b>
Réglé en liquidités	-6.743.606	-30.116.306
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales et entités conjointes	-6.743.606	-30.116.306
Liquidités et soldes bancaires acquis	0	5.617.147
<b>Acquisition de filiales et d'entités conjointes, sous déduction de la trésorerie</b>	<b>-6.743.606</b>	<b>-24.499.159</b>
(*) - dont acquisition de filiales.	6.743.606	24.499.159
- dont souscription à des constitutions de filiales.	0	5.617.147

Socfinaf S.A. a acquis pour 2,4 millions d'euros d'actions Okomu (3,4%). Elle a également acquis via sa filiale Liberian Agricultural Company pour 4,3 millions d'euros le solde des actions de Salala Rubber Corporation (SRC). De ce fait, Socfinaf S.A. porte son pourcentage de détention dans SRC à 100%.



**Note 4. Immobilisations incorporelles**

EUR	Concessions et brevets	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2011</b>	<b>406.278</b>	<b>799.954</b>	<b>1.206.232</b>
Acquisitions de l'exercice	21.541	23.475	45.016
Reclassements vers d'autres postes	0	5.490	5.490
Ecart de conversion	0	-2.918	-2.918
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011</b>	<b>427.819</b>	<b>826.001</b>	<b>1.253.820</b>
<b>Amortissement au 1er janvier 2011</b>	<b>-373.476</b>	<b>-773.741</b>	<b>-1.147.217</b>
Amortissement de l'exercice	-33.395	-24.393	-57.788
Ecart de conversion	0	2.918	2.918
<b>Amortissement au 31 décembre 2011</b>	<b>-406.871</b>	<b>-795.216</b>	<b>-1.202.087</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2011</b>	<b>20.948</b>	<b>30.785</b>	<b>51.733</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2012</b>	<b>427.819</b>	<b>826.001</b>	<b>1.253.820</b>
Acquisitions de l'exercice	518.794	2.906	521.700
Sorties de l'exercice	-61.627	0	-61.627
Ecart de conversion	0	91	91
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2012</b>	<b>884.986</b>	<b>828.998</b>	<b>1.713.984</b>
<b>Amortissement au 1er janvier 2012</b>	<b>-406.871</b>	<b>-795.216</b>	<b>-1.202.087</b>
Amortissement de l'exercice	-34.991	-14.868	-49.859
Reprises d'amortissements de l'exercice	61.627	0	61.627
Ecart de conversion	0	-91	-91
<b>Amortissement au 31 décembre 2012</b>	<b>-380.235</b>	<b>-810.175</b>	<b>-1.190.410</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2012</b>	<b>504.751</b>	<b>18.823</b>	<b>523.574</b>



## Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2011</b>	<b>5.245.023</b>	<b>82.940.287</b>	<b>48.777.373</b>	<b>102.266.169</b>	<b>3.494.238</b>	<b>8.026.367</b>	<b>250.749.457</b>
Acquisitions de l'exercice	4.110.646	3.620.061	3.385.346	10.668.693	16.155.947	9.884.984	47.825.677
Sorties de l'exercice	-1.410.108	-12.283	-141.942	-3.160.611	0	0	-4.724.944
Reclassements vers d'autres postes	-872.736	2.334.509	1.363.231	57.053	5.573.911	-10.784.711	-2.328.743
Ecart de conversion	254.878	394.188	-101.835	458.216	249.374	-1.040	1.253.781
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2011</b>	<b>7.327.703</b>	<b>89.276.762</b>	<b>53.282.173</b>	<b>110.289.520</b>	<b>25.473.470</b>	<b>7.125.600</b>	<b>292.775.228</b>
<b>Amortissement au 1er janvier 2011</b>	<b>-844.814</b>	<b>-46.818.341</b>	<b>-27.985.179</b>	<b>-67.787.868</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-143.436.202</b>
Amortissement de l'exercice	-28.579	-2.939.738	-4.752.728	-7.569.727	0	0	-15.290.772
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	12.283	141.942	3.001.829	0	0	3.156.054
Reclassements vers d'autres postes	-2.687	3.666	0	-979	0	0	0
Ecart de conversion	-476	-85.132	-37.904	-225.379	0	0	-348.891
<b>Amortissement au 31 décembre 2011</b>	<b>-876.556</b>	<b>-49.827.262</b>	<b>-32.633.869</b>	<b>-72.582.124</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-155.919.811</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2011</b>	<b>6.451.147</b>	<b>39.449.500</b>	<b>20.648.304</b>	<b>37.707.396</b>	<b>25.473.470</b>	<b>7.125.600</b>	<b>136.855.417</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2012</b>	<b>7.327.703</b>	<b>89.276.762</b>	<b>53.282.173</b>	<b>110.289.520</b>	<b>25.473.470</b>	<b>7.125.600</b>	<b>292.775.228</b>
Acquisitions de l'exercice	7.951.322	6.424.018	3.277.204	13.166.580	13.966.785	8.932.653	53.718.562
Sorties de l'exercice	-409.747	-255.672	-1.447.613	-3.702.140	0	0	-5.815.172
Reclassements vers d'autres postes	-6.131.124	6.588.075	1.368.926	5.603.335	-2.350.278	-9.072.464	-3.993.530
Ecart de conversion	-94.829	-295.373	-82.774	-540.517	-266.939	0	-1.280.432
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2012</b>	<b>8.643.325</b>	<b>101.737.810</b>	<b>56.397.916</b>	<b>124.816.778</b>	<b>36.823.038</b>	<b>6.985.789</b>	<b>335.404.656</b>
<b>Amortissement au 1er janvier 2012</b>	<b>-876.556</b>	<b>-49.827.262</b>	<b>-32.633.869</b>	<b>-72.582.124</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-155.919.811</b>
Amortissement de l'exercice	-28.595	-3.501.849	-4.371.523	-9.510.120	0	0	-17.412.087
Reprises d'amortissements de l'exercice	157.474	255.672	1.448.616	3.499.464	0	0	5.361.226
Reclassements vers d'autres postes	0	7.517	65.753	-149.048	0	0	-75.778
Ecart de conversion	197	64.755	57.828	226.311	0	0	349.091
<b>Amortissement au 31 décembre 2012</b>	<b>-747.480</b>	<b>-53.001.167</b>	<b>-35.433.195</b>	<b>-78.515.517</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-167.697.359</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2012</b>	<b>7.895.845</b>	<b>48.736.643</b>	<b>20.964.721</b>	<b>46.301.261</b>	<b>36.823.038</b>	<b>6.985.789</b>	<b>167.707.297</b>



## Note 6. Actifs biologiques

\* *Détail des actifs biologiques comptabilisés dans l'état de la situation financière*

	<i>EUR</i>
<b>Juste valeur au 1er janvier 2011</b>	<b>282.108.981</b>
Variation de la juste valeur	135.138.948
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecart de conversion	5.094.049
<b>Juste valeur au 31 décembre 2011</b>	<b>422.341.922</b>
<b>Juste valeur au 1er janvier 2012</b>	<b>422.341.922</b>
Variation de la juste valeur	127.980.294
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecart de conversion	-2.796.601
<b>Juste valeur au 31 décembre 2012</b>	<b>547.525.559</b>

\* *Détail des superficies (en hectares)*

	<i>2012</i>	<i>2011</i>
<b>Palmiers</b>		
Immatures	14.799	9.340
En production	41.899	41.757
<b>Total palmiers</b>	<b>56.698</b>	<b>51.097</b>
<b>Hévéas</b>		
Immatures	14.421	13.755
En production	28.194	27.231
<b>Total hévéas</b>	<b>42.615</b>	<b>40.986</b>

\* *Détail de la production*

	<i>2012</i>	<i>2011</i>
<b>Quantités produites (en tonnes)</b>		
Régimes de palme	529.142	599.633
Caoutchouc	39.500	39.379
<b>Juste valeur de la production (en euro)</b>		
Régimes de palme	61.606.517	72.861.813
Caoutchouc	57.413.449	76.822.537



## Etats financiers consolidés

### \* Marge réalisée sur la production agricole (en euro par tonne)

	2012	2011
Régimes de palme	67,75	82,55
Caoutchouc	964,94	1.623,23

### \* Taux d'actualisation

	2012	2011
Sierra Leone	13,00%	-
Liberia	10,00%	10,00%
Côte d'Ivoire	11,50%	12,50%
Nigeria	13,10%	13,20%
Cameroun	11,50%	12,50%
Congo (RDC)	13,00%	13,00%

### \* Rapprochement de la juste valeur comptabilisé dans l'état de la situation financière et au compte de résultat

#### - Etat de la situation financière

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Juste valeur au 1er janvier</b>	<b>422.341.922</b>	<b>282.108.981</b>
Variation de la juste valeur	127.980.294	135.138.948
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56	-56
Ecart de conversion	-2.796.601	5.094.049
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>547.525.559</b>	<b>422.341.922</b>

#### - Compte de résultat

	2012	2011
	EUR	EUR
Variation de la juste valeur	127.980.294	135.138.948
Dépenses d'investissements en actifs biologiques immatures (*)	-36.650.751	-21.699.081
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>91.329.543</b>	<b>113.439.867</b>

(\*) Les dépenses relatives aux actifs biologiques immatures sont prises en charge au cours de l'exercice où elles sont encourues (voir note 1.11.).



**Note 7. Participations dans des entreprises associées**

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Valeur au 1er janvier</b>	<b>26.821.587</b>	<b>21.648.679</b>
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	10.057.146	11.104.466
Dividendes	-7.807.194	-5.445.000
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	-575.048	-232.269
Autres mouvements	-398.574	-254.289
<b>Valeur au 31 décembre</b>	<b>28.097.917</b>	<b>26.821.587</b>

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2012	2012	2011	2011
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.584.051	36.377	3.547.674	-33.116
Gaumes S.A.	21.921	-238.789	1.889.708	1.492.384
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.855.269	-156.051	3.011.523	-93.217
Induservices S.A.	61.534	3.928	57.606	3.471
Management Associates S.A.	562.920	30.525	532.394	18.764
Socfinco S.A.	3.552.102	1.543.337	5.385.972	3.396.053
Socfinco FR S.A.	7.578.851	4.680.674	2.839.552	2.362.634
Socfinde S.A.	1.697.034	8.626	1.688.408	17.628
Sodimex S.A.	1.465.708	313.000	1.404.708	565.308
Sogescol FR S.A.	6.506.549	3.829.771	6.257.812	3.371.559
Terrasia S.A.	211.978	5.748	206.230	2.998
<b>TOTAL</b>	<b>28.097.917</b>	<b>10.057.146</b>	<b>26.821.587</b>	<b>11.104.466</b>



## Etats financiers consolidés

	Produit de l'activité ordinaire		Produit de l'activité ordinaire	
	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif
	2012	2012	2011	2011
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.601.054	3.302.844	3.359.465	3.218.862
Gaummes S.A.	177.049	66.604	17.239.892	7.235.597
Immobilière de la Pépinière S.A.	6.471.168	597.867	7.042.926	639.724
Induservices S.A.	840.926	3.461.600	886.970	3.650.400
Management Associates S.A.	15.525.061	2.585.332	8.937.350	2.344.242
Socfinco S.A.	7.463.364	3.597.582	14.938.756	14.073.513
Socfinco FR S.A.	17.256.221	25.875.479	7.430.935	8.604.406
Socfinde S.A.	14.690.972	0	10.674.450	0
Sodimex S.A.	14.254.862	25.464.475	20.812.617	34.071.174
Sogescol FR S.A.	43.720.231	366.907.773	31.909.504	361.472.517
Terrasia S.A.	403.369	0	379.801	0
<b>TOTAL</b>	<b>124.404.277</b>	<b>431.859.556</b>	<b>123.612.666</b>	<b>435.310.435</b>

### Note 8. Titres disponibles à la vente

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Juste valeur au 1er janvier</b>	<b>581.286</b>	<b>367.807</b>
Variation de la juste valeur	-45.973	213.479
Acquisition de l'exercice	221.291	0
<b>Juste valeur au 31 décembre</b>	<b>756.604</b>	<b>581.286</b>

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2012	2011	2012	2011
Titres disponibles à la vente	586.392	365.101	756.604	581.286





## Note 9. Impôts différés

### \* Composants des actifs d'impôts différés

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>50.413</b>	<b>330.060</b>
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	687	0
IAS 19 : Engagements de retraites	-18.548	11.908
IAS 38 : Frais d'établissement	0	-43.853
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-177.958	0
IAS 41 : Actifs biologiques	1.324.340	0
Autres	-29.064	-247.702
Ecarts de conversion	-22.968	0
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>1.126.902</b>	<b>50.413</b>

### \* Composants des passifs d'impôts différés

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>86.223.888</b>	<b>38.421.392</b>
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	-1.549.272	1.796.354
IAS 19 : Engagements de retraites	-200.501	562.218
IAS 21 : Ecarts de conversion	0	-16.748
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-122.126	392.350
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	613.011	-1.772.603
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	33.484	21.281
IAS 41 : Actifs biologiques	29.913.207	45.370.928
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-205.336	37.420
Autres	216.262	283.460
Ecarts de conversion	-434.364	1.127.836
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>114.488.253</b>	<b>86.223.888</b>



### Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Au 31 décembre 2011, la filiale Okomu possédait un stock d'exonération pour investissement de 0,7 million d'euros.

Ce dernier l'exonérait de tout impôt sur le résultat. Au 31 décembre 2012, ce stock est apuré.

Socfinaf S.A. dispose au 31 décembre 2011 de pertes fiscales récupérables de 6,2 millions d'euros et les filiales du Cameroun au 31 décembre 2012 de 0,6 million d'euros. Ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

### Note 10. Autres actifs non-courants

	2012	2011
	EUR	EUR
Autres créances	6.332	132.677



**Note 11. Stocks****\* Valeur comptable des stocks par catégorie**

	2012	2011
	EUR	EUR
Matières premières	15.074.124	16.899.394
Consommables	12.974.362	13.101.708
Produits en cours de fabrication	67.942	15.794
Produits finis	11.460.273	14.920.642
Acomptes versés et commandes en cours	1.617.632	1.459.536
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>41.194.333</b>	<b>46.397.074</b>
Réductions de valeur sur stocks	-522.418	-531.102
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>40.671.915</b>	<b>45.865.972</b>

**\* Réconciliation des stocks**

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>46.397.074</b>	<b>32.203.337</b>
Variation des stocks	-42.626	6.820.607
Juste valeur de la production agricole	-5.090.832	6.768.577
Ecart de conversion	-69.283	604.553
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>41.194.333</b>	<b>46.397.074</b>
Réductions de valeur sur stocks	-522.418	-531.102
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>40.671.915</b>	<b>45.865.972</b>



**Note 12. Créances commerciales (actif courant)**

	2012	2011
	EUR	EUR
Créances commerciales	23.266.248	25.054.853
Avances et acomptes versés	4.640.713	7.301.606
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>27.906.961</b>	<b>32.356.459</b>

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élevèrent à 0,9 million d'euros aux 31 décembre 2012 et 2011.

**Note 13. Autres créances (actif courant)**

	2012	2011
	EUR	EUR
Créances sociales	585.016	492.855
Autres créances	15.854.314	21.130.009
Comptes de régularisation	593.803	26.272
<b>Valeur au 31 décembre</b>	<b>17.033.133</b>	<b>21.649.136</b>



**Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles****\* Composants des actifs d'impôts exigibles**

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Balance d'ouverture au 1er janvier</b>	<b>3.129.043</b>	<b>4.604.313</b>
Charge d'impôts	2.352.585	461.863
Autres impôts	305.392	-1.279.611
Impôts payés ou récupérés	-493.418	-674.608
Ecarts de conversion	-48.335	17.086
<b>Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre</b>	<b>5.245.267</b>	<b>3.129.043</b>

**\* Composants des passifs d'impôts exigibles**

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Balance d'ouverture au 1er janvier</b>	<b>30.505.577</b>	<b>15.351.149</b>
Charge d'impôts	18.678.249	28.160.383
Autres impôts	10.926.022	10.962.425
Impôts payés ou récupérés	-38.263.885	-24.467.153
Ecarts de conversion	-85.725	498.773
<b>Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre</b>	<b>21.760.238</b>	<b>30.505.577</b>



**Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie***\* Réconciliation avec les valeurs dans l'état de la situation financière*

	2012	2011
	EUR	EUR
Comptes à vue	28.857.119	75.169.736
Dépôts à terme moins de 3 mois	2.443.430	280.000
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>31.300.549</b>	<b>75.449.736</b>

*\* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie*

	2012	2011
	EUR	EUR
Comptes à vue	28.857.119	75.169.736
Dépôts à terme moins de 3 mois	2.443.430	280.000
Concours bancaires courants	-42.705.288	-20.311.908
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>-11.404.739</b>	<b>55.137.828</b>



### Note 16. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 32,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 ainsi qu'au 31 décembre 2011. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 63,9 millions d'euros.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1<sup>er</sup> juin 2011, le titre a été divisé par 10. Cette modification est effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Actuellement le capital est donc représenté par 16.380.000 actions contre 1.638.000 précédemment.

	Actions ordinaires	
	2012	2011
<b>Nombre d'actions au 1 janvier et au 31 décembre</b>	<b>16.380.000</b>	<b>16.380.000</b>
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	16.380.000	16.380.000

### Note 17. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%.

Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.



**Note 18. Engagements de retraites****Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi**

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>		
Valeur actualisée des obligations financées	6.589.145	7.136.943
Juste valeur des actifs des régimes	0	0
<b>Valeur actualisée des obligations financées</b>	<b>6.589.145</b>	<b>7.136.943</b>
Ecart actuariels nets non comptabilisés	-1.259.819	-1.953.416
Services passés non encore comptabilisés	839.559	231.521
<b>Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies</b>	<b>6.168.885</b>	<b>5.415.048</b>
<b>Composantes de la charge nette</b>		
Coûts des services rendus	367.657	286.085
Coûts financiers	914.643	639.832
Ecart actuariels reconnus dans l'année	122.112	15.505
Pré-retraites, réductions, liquidations	22.888	0
Coûts des services passés	-18.138	-13.867
<b>Coût des régimes à prestations définies</b>	<b>1.409.162</b>	<b>927.555</b>
<b>Mouvements sur les passifs / actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>		
<b>Au 1er janvier</b>	<b>5.415.048</b>	<b>5.165.210</b>
Coût selon le compte de résultat	1.409.162	927.555
Entrée de l'exercice	2.437	0
Cotisations	-642.375	-635.503
Ecart de conversion	-15.387	-42.214
<b>Au 31 décembre</b>	<b>6.168.885</b>	<b>5.415.048</b>





## Etats financiers consolidés

Hypothèses d'évaluation	2012	2011
<b>AFRIQUE</b>		
Taux d'actualisation moyen	de 10,00 à 13,10%	de 10,00 à 13,20%
Augmentations futures des salaires	de 1 à 12,00%	de 3,55 à 12,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	19,85	18,31

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en janvier 2013.

Données historiques					
EUR	2012	2011	2010	2009	2008
Valeur actualisée des obligations financées	6.589.145	7.136.943	4.992.947	4.215.265	4.572.194
Excédent ou déficit du régime	-6.589.145	-7.136.943	-4.992.947	-4.215.265	-4.572.194
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs du régime	-453.249	-1.876.432	-535.093	-432.705	1.089.872

La norme IAS 19 « Avantages du personnel » a été révisée. Les amendements portent sur la comptabilisation des régimes à prestations définies et notamment sur l'abandon de la méthode du corridor. Cette norme révisée sera applicable au

1<sup>er</sup> janvier 2013 et aura un impact sur la provision de -0,4 million d'euros dont +0,7 million d'euros impacteront favorablement le résultat et -1,1 millions d'euros les fonds propres.

### Régime de pension à cotisations définies

	2012	2011
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pensions à cotisations définies	442.924	159.735



**Note 19. Dettes financières**

2011			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	9.005.050	9.816.557	18.821.607
Concours bancaires courants	20.311.908	0	20.311.908
Autres emprunts	646.917	9.858.964	10.505.881
<b>TOTAL</b>	<b>29.963.875</b>	<b>19.675.521</b>	<b>49.639.396</b>

2012			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	778.389	13.720.410	14.498.799
Concours bancaires courants	42.705.288	0	42.705.288
Autres emprunts	1.171.258	8.738.982	9.910.240
<b>TOTAL</b>	<b>44.654.935</b>	<b>22.459.392</b>	<b>67.114.327</b>

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA (XAF), dont la parité est liée à l'euro. Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 7,00% et 8,00%.

Comme expliqué à la note 34, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la direction.

**\* Analyse de l'endettement à long terme par taux**

2011					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Côte d'Ivoire	571.614	8,50%	0	-	571.614
Cameroun	9.244.943	7,75% à 8,00%	0	-	9.244.943
	<b>9.816.557</b>		<b>0</b>		<b>9.816.557</b>
<b>Autres emprunts</b>					
Liberia	4.638.577	8,44%	0	-	4.638.577
Nigeria	646.917	8,80%	0	-	646.917
Cameroun	4.573.470	3,50%	0	-	4.573.470
	<b>9.858.964</b>		<b>0</b>		<b>9.858.964</b>
<b>TOTAL</b>	<b>19.675.521</b>		<b>0</b>		<b>19.675.521</b>



## Etats financiers consolidés

2012					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Cameroun	13.720.410	4,00% à 6,00%	0	-	13.720.410
	<b>13.720.410</b>		<b>0</b>		<b>13.720.410</b>
<b>Autres emprunts</b>					
Liberia	3.555.718	7,00% à 8,00%	0	-	3.555.718
Cameroun	5.183.264	6,00%	0	-	5.183.264
	<b>8.738.982</b>		<b>0</b>		<b>8.738.982</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22.459.392</b>		<b>0</b>		<b>22.459.392</b>

### \* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2011	EUR	XAF	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	9.816.557	0	9.816.557
Autres emprunts	646.917	4.573.470	4.638.577	9.858.964
<b>TOTAL</b>	<b>646.917</b>	<b>14.390.027</b>	<b>4.638.577</b>	<b>19.675.521</b>

2012	EUR	XAF	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	13.720.410	0	13.720.410
Autres emprunts	0	5.183.264	3.555.718	8.738.982
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>18.903.674</b>	<b>3.555.718</b>	<b>22.459.392</b>



## Etats financiers consolidés

### \* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2011						
EUR	2013	2014	2015	2016	2017 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	3.718.597	1.016.327	2.032.653	2.032.653	1.016.327	9.816.557
Autres emprunts	5.220.387	0	0	0	4.638.577	9.858.964
<b>TOTAL</b>	<b>8.938.984</b>	<b>1.016.327</b>	<b>2.032.653</b>	<b>2.032.653</b>	<b>5.654.904</b>	<b>19.675.521</b>

2012						
EUR	2014	2015	2016	2017	2018 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	3.134.356	4.092.210	4.396.064	2.097.780	0	13.720.410
Autres emprunts	5.752.181	568.915	568.915	568.915	1.280.056	8.738.982
<b>TOTAL</b>	<b>8.886.537</b>	<b>4.661.125</b>	<b>4.964.979</b>	<b>2.666.695</b>	<b>1.280.056</b>	<b>22.459.392</b>

### Note 20. Provisions

EUR	Provisions pour impôts	Provisions pour autres charges	Provisions pour pensions	Provisions pour impôts différés	TOTAL
<b>Valeur au 1er janvier 2011</b>	<b>0</b>	<b>202.877</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>202.877</b>
Dotations de l'année	0	748.942	0	0	748.942
Reprises de l'année	0	-834.481	0	0	-834.481
Ecart de conversion	0	-2.727	0	0	-2.727
<b>Total net au 31 décembre 2011</b>	<b>0</b>	<b>114.611</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>114.611</b>
<b>Valeur au 1er janvier 2012</b>	<b>0</b>	<b>114.611</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>114.611</b>
Dotations de l'année	0	1.373.936	0	0	1.373.936
Reprises de l'année	0	-1.246.661	0	0	-1.246.661
Ecart de conversion	0	-3.023	0	0	-3.023
<b>Total net au 31 décembre 2012</b>	<b>0</b>	<b>238.863</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>238.863</b>



## Note 21. Autres dettes

	2012	2011
	EUR	EUR
Dettes sociales	4.467.950	3.931.555
Autres dettes	6.813.998	23.577.262
Comptes de régularisation	1.134.662	1.520.956
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>12.416.610</b>	<b>29.029.773</b>

## Note 22. Instruments financiers

2011	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
<b>Actifs</b>							
Titres disponibles à la vente	0	0	581.286	0	<b>581.286</b>	0	0
Avances à long terme	0	1.848.019	0	0	<b>1.848.019</b>	1.848.019	0
Autres actifs non-courants	0	0	0	132.677	<b>132.677</b>	0	132.677
Créances commerciales	0	0	0	32.356.459	<b>32.356.459</b>	0	32.356.459
Autres créances	0	0	0	21.649.136	<b>21.649.136</b>	0	21.649.136
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	75.449.736	<b>75.449.736</b>	0	75.449.736
<b>Total actifs</b>	<b>0</b>	<b>1.848.019</b>	<b>581.286</b>	<b>129.588.008</b>	<b>132.017.313</b>	<b>1.848.019</b>	<b>129.588.008</b>
<b>Passifs</b>							
Dettes financières à plus d'un an	0	19.675.521	0	0	<b>19.675.521</b>	19.675.521	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	4.298.454	<b>4.298.454</b>	0	4.298.454
Dettes financières à moins d'un an	0	29.963.875	0	0	<b>29.963.875</b>	29.963.875	0
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	25.220.318	<b>25.220.318</b>	0	25.220.318
Autres dettes (courants)	0	0	0	24.731.319	<b>24.731.319</b>	0	24.731.319
<b>Total passifs</b>	<b>0</b>	<b>49.639.396</b>	<b>0</b>	<b>54.250.091</b>	<b>103.889.487</b>	<b>49.639.396</b>	<b>54.250.091</b>

2011	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	581.286	581.286

(\*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(\*\*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.



## Etats financiers consolidés

2012	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
<b>Actifs</b>							
Titres disponibles à la vente	0	0	756.604	0	<b>756.604</b>	0	0
Avances à long terme	0	1.905.389	0	0	<b>1.905.389</b>	1.905.389	0
Autres actifs non-courants	0	0	0	6.332	<b>6.332</b>	0	6.332
Créances commerciales	0	0	0	27.906.961	<b>27.906.961</b>	0	27.906.961
Autres créances	0	0	0	17.033.133	<b>17.033.133</b>	0	17.033.133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	31.300.549	<b>31.300.549</b>	0	31.300.549
<b>Total actifs</b>	<b>0</b>	<b>1.905.389</b>	<b>756.604</b>	<b>76.246.975</b>	<b>78.908.968</b>	<b>1.905.389</b>	<b>76.246.975</b>
<b>Passifs</b>							
Dettes financières à plus d'un an	0	22.459.392	0	0	<b>22.459.392</b>	22.459.392	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	2.747.239	<b>2.747.239</b>	0	2.747.239
Dettes financières à moins d'un an	0	0	0	44.654.935	<b>44.654.935</b>	0	44.654.935
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	21.615.479	<b>21.615.479</b>	0	21.615.479
Autres dettes (courants)	0	0	0	9.669.371	<b>9.669.371</b>	0	9.669.371
<b>Total passifs</b>	<b>0</b>	<b>22.459.392</b>	<b>0</b>	<b>78.687.024</b>	<b>101.146.416</b>	<b>22.459.392</b>	<b>78.687.024</b>

2012	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	756.604	756.604

(\*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(\*\*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.



**Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice**

	2012	2011
Frais de personnel	EUR	EUR
Rémunérations	39.580.870	34.221.617
Charges sociales et charges liées aux retraites	3.438.168	2.624.264
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>43.019.038</b>	<b>36.845.881</b>

Effectifs moyens de l'exercice	2012	2011
Directeurs	61	50
Employés	2.772	2.813
Ouvriers (y compris saisonniers)	11.047	8.546
<b>TOTAL</b>	<b>13.880</b>	<b>11.409</b>

**Note 24. Dotations aux amortissements**

	2012	2011
	EUR	EUR
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	49.859	57.788
Sur immobilisations corporelles (note 5)	17.412.087	15.290.772
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>17.461.946</b>	<b>15.348.560</b>



**Note 25. Autres produits financiers**

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Sur actifs / passifs non-courants</b>	<b>449.462</b>	<b>129.463</b>
Intérêts sur autres participations	449.462	107.544
Reprises sur provisions et amortissements financiers	0	21.919
<b>Sur actifs / passifs courants</b>	<b>1.869.835</b>	<b>1.458.598</b>
Intérêts provenant de créances et de la trésorerie	254.793	167.676
Gains de change	1.475.207	1.266.296
Autres	139.835	24.626
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>2.319.297</b>	<b>1.588.061</b>

**Note 26. Charges financières**

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Sur actifs / passifs non-courants</b>	<b>1.061.046</b>	<b>1.041.271</b>
Intérêts et charges financières	1.061.046	1.041.271
<b>Sur actifs / passifs courants</b>	<b>3.533.091</b>	<b>4.739.805</b>
Intérêts et charges financières	713.637	340.352
Pertes de change	1.546.455	3.106.897
Autres	1.272.999	1.292.556
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>4.594.137</b>	<b>5.781.076</b>





**Note 27. Charge d'impôts****\* Composants de la charge d'impôts**

	2012	2011
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	15.212.861	27.423.053
Charge d'impôts différés	27.565.787	46.933.026
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>42.778.648</b>	<b>74.356.079</b>

**\* Composants de la charge d'impôts différés**

	2012	2011
	EUR	EUR
IAS 41 : Variation sur actifs biologiques	28.588.867	45.408.348
IAS 19 : Engagements de retraites	-181.952	550.310
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	639.961	-1.703.788
IAS 2 / IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-1.549.960	1.796.354
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-27.378	0
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-26.950	0
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-122.126	392.350
IAS 21 : Ecart de conversion	0	-16.748
Autres	245.325	506.200
<b>Charge d'impôts différés au 31 décembre</b>	<b>27.565.787</b>	<b>46.933.026</b>



## Etats financiers consolidés

### \* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2012	2011
	EUR	EUR
<b>Résultat avant impôts des activités poursuivies</b>	<b>153.313.182</b>	<b>237.816.416</b>
Taux d'imposition normal de la société mère (*)	28,80%	28,80%
Taux d'imposition normal des filiales	De 0% à 40 %	De 0% à 40 %
Impôts au taux normal des filiales	44.550.305	66.268.082
Impôts non provisionnés	1.164.894	12.679
Revenus définitivement taxés	854.287	142.725
Mesures favorables à l'investissement	-7.090.007	-9.652.830
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	442.982	683.238
Revenus non imposables	-806.090	-448.896
Dépenses non déductibles	4.300.745	2.039.096
Déficits à reporter	91.186	838.874
Autres avantages fiscaux	-1.503.895	0
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	0	11.710.112
Ajustements divers	774.241	2.762.999
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>42.778.648</b>	<b>74.356.079</b>

(\*) Depuis le 1er janvier 2011, Socfinaf S.A. est soumise au régime de taxation des soparfi.

	2012	2011
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	153.313.182	237.816.416
Charge d'impôts au 31 décembre	42.778.648	74.356.079
<b>Taux d'impôts effectif</b>	<b>27,90%</b>	<b>31,27%</b>

### \* Changement de taux des filiales

- Socapalm et SPFS

La loi des finances camerounaise de 2011 a supprimé les avantages fiscaux des sociétés qui bénéficiaient du régime

des entreprises stratégiques. Le taux d'impôt des sociétés s'élève depuis 2011 à 38,5% contre 19,25% antérieurement.



## Note 28. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas

d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2012	2011
	EUR	EUR
Résultat net (en euro)	80.449.341	124.138.591
Nombre moyen d'actions	16.380.000	16.380.000
<b>Résultat net par action non dilué (en euro)</b>	<b>4,91</b>	<b>7,58</b>

## Note 29. Dividendes et tantièmes

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 mai 2013, le paiement d'un dividende total de 0,50 euro par action, identique à celui de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2012 d'un

montant de 0,30 euro a été versé en octobre 2012. Il reste à payer un solde de 0,20 euro pour un montant total de 3,3 millions d'euros. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 0,9 million d'euros (identique à 2011).

## Note 30. Informations relatives aux parties liées

### \* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2012	2011
	EUR	EUR
Avantages à court terme	1.870.477	2.240.775
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0



## Etats financiers consolidés

### \* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

EUR	2012		2011 Révisé	
	Entreprises associées	Autres parties liées	Entreprises associées	Autres parties liées
<b>Actifs non-courants</b>				
Avances à long terme	30.000	0	30.000	0
	<b>30.000</b>	<b>0</b>	<b>30.000</b>	<b>0</b>
<b>Actifs courants</b>				
Créances commerciales	19.600.461	102.033	20.245.787	418.713
Autres créances	192.537	36.281	10.067.972	438.331
	<b>19.792.998</b>	<b>138.314</b>	<b>30.313.759</b>	<b>857.044</b>
<b>Passifs non-courants</b>				
Autres dettes	0	5.183.266	0	4.573.470
	<b>0</b>	<b>5.183.266</b>	<b>0</b>	<b>4.573.470</b>
<b>Passifs courants</b>				
Dettes commerciales	8.851.969	0	12.502.854	0
Autres dettes	549.986	7.272	318.857	0
	<b>9.401.955</b>	<b>7.272</b>	<b>12.821.711</b>	<b>0</b>
<b>TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES</b>				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	173.477.391	244.759	237.328.232	78.959
Prestations de services et livraisons de biens reçues	35.518.831	9.147	36.651.292	9.456
Produits financiers	121.323	0	52.703	0
Charges financières	146.657	184.971	26.363	182.939

Aucune transaction n'a été enregistrée avec la maison mère (Socfin) à l'exception du paiement d'un dividende par Socfinaf S.A. pour un montant de EUR 5.013.847 en 2012 contre EUR 9.958.510 en 2011.



### Note 31. Engagements hors bilan

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10.000.000 auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 des 136 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt.

En 2002, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 8 milliards de XAF (12,2 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, des actifs palmiers (usine et plantation) de la société. Au 31 décembre 2012, l'emprunt est entièrement remboursé. La procédure de radiation de la garantie hypothécaire est en cours.

En 2008, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la BICICI et de la SIB d'un montant total de 1,4 milliards de XAF (2,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que Befin se porte caution de SCC et s'engage à maintenir une participation dans le capital de SOGB égale à deux fois le solde restant dû du prêt accordé à SCC et ce, tant que le prêt ne sera pas remboursé.

En 2003, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc, a obtenu des prêts auprès de la Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft mbH (DEG), dont les contrats

stipulent que Socfinaf S.A. ne peut pas céder les titres Okomu Oil Palm Company Plc qu'elle détient. Au 31 décembre 2012, l'engagement est limité à la hauteur des prêts accordés, soit 0,6 million d'euros (2011 : 1,2 millions d'euros).

Palmcam S.A. a elle-même nanti 846.145 actions détenues dans Socapalm S.A. en faveur de Proparco dont 601.185 actions en premier rang et 244.960 en deuxième rang. Au 31 décembre 2012, la valeur comptable de ces titres s'élève à 31 millions d'euros (2011 : 31 millions d'euros). L'emprunt est entièrement remboursé, la mainlevée n'a cependant pas encore été donnée.

Socapalm S.A. a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la BICEC dans le cadre d'une convention de crédit d'un montant de 4 milliards de XAF (6 millions d'euros). Au 31 décembre 2012, le prêt est entièrement remboursé. La mainlevée n'a cependant pas encore été donnée par la BICEC.

En 2007, Socfinaf S.A. a signé un contrat de cession de la totalité de ses actions Red Lands Roses avec Altilands (soit 80% du capital de Red Lands Roses). Le contrat stipule que la vente se déroulera en trois étapes. La première étape consistait en la vente de 70% du capital de Red Lands Roses. Celle-ci a été réalisée en 2008. La deuxième étape prévoit la vente de 5% du capital en 2013. Enfin, le solde de la participation, soit 5%, sera cédé en 2014.



### Note 32. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de longue, voire de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

<i>Société</i>	<i>Date du bail initial ou de son renouvellement/extension</i>	<i>Durée du bail initial</i>	<i>Superficie concédée</i>
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011	50 ans	6.579 ha
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.424 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999	99 ans	21.696 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha (1)
BRABANTA S.P.R.L.	1992/2005/2007/2011	25 ans	28.261 ha (2)

(1) SOCAPALM S.A. possède également en propre 3.500 ha.

(2) BRABANTA S.P.R.L. possède également en propre 6,3 ha.



### Note 33. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun et Congo (RDC).

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria et Cameroun proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc et ceux du secteur Europe proviennent des

prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

#### \* Résultat sectoriel au 31 décembre 2011

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.700.662
Sierra Leone	0	0	-1.240.012
Liberia	77.221.528	0	26.283.490
Côte d'Ivoire	170.377.686	0	64.187.852
Nigeria	52.040.101	0	21.675.203
Cameroun	65.281.317	0	17.429.609
Congo (RDC)	127.791	0	447.404
Autres	0	0	-2.691.727
<b>TOTAL</b>	<b>365.048.423</b>	<b>0</b>	<b>122.391.157</b>
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			0
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			113.439.867
Juste valeur de la production agricole			6.768.577
Autres retraitements IFRS			106.926
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)			13.031
Produits financiers			1.686.683
Charges financières			-6.589.825
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			11.104.466
Impôts			-74.356.079
<b>Résultat net de l'exercice</b>			<b>174.564.803</b>



## Etats financiers consolidés

### \* Résultat sectoriel au 31 décembre 2012

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.398.254
Sierra Leone	0	0	216.741
Liberia	40.845.534	0	10.140.485
Côte d'Ivoire	141.429.700	0	32.129.897
Nigeria	50.458.089	0	20.810.697
Cameroun	56.763.438	0	8.833.908
Congo (RDC)	87.227	0	-24.264
Autres	0	0	-3.423.703
<b>TOTAL</b>	<b>289.583.988</b>	<b>0</b>	<b>65.285.507</b>
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			0
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			91.329.543
Juste valeur de la production agricole			-5.090.832
Autres retraitements IFRS			4.385.054
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)			505.432
Produits financiers			2.431.908
Charges financières			-5.533.430
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			10.057.146
Impôts			-42.778.648
<b>Résultat net de l'exercice</b>			<b>120.591.680</b>





## Etats financiers consolidés

### \* Total des actifs sectoriels

	2012	2011
	EUR	EUR
Europe	3.401.750	5.919.125
Sierra Leone	26.784.932	6.277.565
Liberia	52.525.578	61.058.307
Côte d'Ivoire	128.493.107	135.452.705
Nigeria	66.285.649	55.961.274
Cameroun	117.024.946	115.288.603
Congo (RDC)	37.047.341	34.864.653
Autres	1.923.052	416.304
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>433.486.355</b>	<b>415.238.536</b>
IAS 41 : Actifs biologiques	380.000.082	285.608.164
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	6.053.588	11.123.311
Autres retraitements IFRS	-2.178.026	-3.773.953
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)	-1.726.144	4.725.181
<b>Total des actifs sectoriels consolidés</b>	<b>815.635.855</b>	<b>712.921.239</b>

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents

de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et notamment la réévaluation des actifs biologiques selon IAS 41.



## Etats financiers consolidés

### \* Total des passifs sectoriels

	2012	2011
	EUR	EUR
Europe	4.950.571	21.488.989
Sierra Leone	1.823.807	1.581.095
Liberia	4.434.529	6.711.296
Côte d'Ivoire	27.063.128	11.601.256
Nigeria	2.362.876	-1.838.483
Cameroun	8.636.171	16.504.937
Congo (RDC)	603.025	1.744.659
Autres	252.896	200.660
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>50.127.003</b>	<b>57.994.409</b>
Autres retraitements IFRS	1.154.369	2.228.552
Elimination de consolidation (intra-groupe et autres)	-19.996.523	-10.271.324
<b>Total des passifs sectoriels consolidés</b>	<b>31.284.849</b>	<b>49.951.637</b>



## Etats financiers consolidés

### \* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2011

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques	TOTAL
Sierra Leone	0	3.736.468	0	3.736.468
Liberia	0	2.975.942	3.457.721	6.433.663
Côte d'Ivoire	21.541	6.422.215	4.526.811	10.970.567
Nigeria	0	4.447.640	1.486.579	5.934.219
Cameroun	23.475	24.619.463	5.864.663	30.507.601
Congo (RDC)	0	5.623.949	6.363.307	11.987.256
<b>TOTAL</b>	<b>45.016</b>	<b>47.825.677</b>	<b>21.699.081</b>	<b>69.569.774</b>

### \* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2012

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques	TOTAL
Europe	0	113.990	0	113.990
Sierra Leone	0	12.466.990	11.416.718	23.883.708
Liberia	0	7.299.453	5.601.671	12.901.124
Côte d'Ivoire	518.794	9.973.552	5.517.286	16.009.632
Nigeria	0	7.366.297	2.645.083	10.011.380
Cameroun	2.906	13.120.850	6.094.667	19.218.423
Congo (RDC)	0	2.870.537	5.375.326	8.245.863
Autres	0	506.893	0	506.893
<b>TOTAL</b>	<b>521.700</b>	<b>53.718.562</b>	<b>36.650.751</b>	<b>90.891.013</b>

### \* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2012	2011
	EUR	EUR
Palmier	113.217.097	124.014.936
Hévéa	173.313.538	237.694.240
Autres	3.053.353	3.339.247
<b>TOTAL</b>	<b>289.583.988</b>	<b>365.048.423</b>



## Etats financiers consolidés

### \* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR 2011

Origine	Implantation							TOTAL
	Europe	Liberia	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Autre(s) pays africain(s)	
Liberia	77.221.527	0	0	0	0	0	0	77.221.527
Côte d'Ivoire	139.615.207	0	30.762.479	0	0	0	0	170.377.686
Nigeria	20.778.499	0	0	31.261.603	0	0	0	52.040.102
Cameroun	0	0	0	0	65.281.317	0	0	65.281.317
Congo (RDC)	0	0	0	0	0	127.791	0	127.791
<b>TOTAL</b>	<b>237.615.233</b>	<b>0</b>	<b>30.762.479</b>	<b>31.261.603</b>	<b>65.281.317</b>	<b>127.791</b>	<b>0</b>	<b>365.048.423</b>

EUR 2012

Origine	Implantation							TOTAL
	Europe	Liberia	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Autre(s) pays africain(s)	
Liberia	40.725.468	120.065	0	0	0	0	0	40.845.533
Côte d'Ivoire	113.756.755	0	27.672.946	0	0	0	0	141.429.701
Nigeria	18.588.080	0	0	31.870.008	0	0	0	50.458.088
Cameroun	0	0	0	0	55.878.808	0	884.631	56.763.439
Congo (RDC)	0	0	0	0	0	87.227	0	87.227
<b>TOTAL</b>	<b>173.070.303</b>	<b>120.065</b>	<b>27.672.946</b>	<b>31.870.008</b>	<b>55.878.808</b>	<b>87.227</b>	<b>884.631</b>	<b>289.583.988</b>



### Note 34. Gestion des risques

#### Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. En 2011, Socfinaf S.A. a divisé ses actions sans désignation de valeur nominale par 10. En dehors de cette opération, la structure du capital n'a pas été modifiée au cours des trois dernières années.

#### Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de ventes des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

#### Risque de marché

##### \* Risque de prix des matières premières

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de ventes de ces matières premières, et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés (commerce équitable), notamment pour le caoutchouc ;
- vente à terme de production agricole ;
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

##### \* Risque de devises étrangères

Le risque de conversion provient de la consolidation des comptes des sociétés du Groupe en euro.

Le risque de change, lui, est la conséquence d'opérations en devises parfois entreprises par les filiales pour l'exportation de produits finis et le financement par emprunt, ainsi que l'évolution de certaines devises de pays en développement, où sont situées les principales filiales, par rapport à l'euro ou au dollar américain, qui est souvent la devise de référence sur le marché des matières premières agricoles.

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

##### \* Risque de taux d'intérêts

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part, le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

##### Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

##### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement. Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chacune, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements, sont supervisées par la direction du Groupe.



### Sensibilité aux risques

#### \* Risque de change

Les ventes locales de 113,2 millions d'euros en 2012 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,6 million d'euros.

#### \* Risque de taux d'intérêts

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 19. Au 31 décembre 2012, il n'y a plus d'emprunts à taux variables.

#### \* Risque de crédit

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 17,8 millions d'euros et 11,1 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2012	2011
	EUR	EUR
Créances commerciales	28.872.967	33.307.786
Réductions de valeur	-966.006	-951.327
Autres créances	17.033.133	21.649.136
<b>Total net des créances</b>	<b>44.940.094</b>	<b>54.005.595</b>
Montant non échu	34.182.805	30.659.676
Montant échu depuis moins de 6 mois	4.745.461	21.792.660
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	4.369.789	1.306.967
Montant échu depuis plus d'un an	1.642.039	246.292
<b>Total net des créances</b>	<b>44.940.094</b>	<b>54.005.595</b>

#### \* Risque de liquidité

Le risque de liquidité est décrit aux notes 15 et 19.



### Note 35. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire,

Ghana, Nigeria, Cameroun et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

### Note 36. Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

### Note 37. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

	2012	2011
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	78.893	44.419



## Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration  
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 29 mai 2013

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société arrêtés au 31 décembre 2012.

### Activités

La Société détient des participations qui directement ou indirectement opèrent en Afrique tropicale dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

### Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2012	2011
<b>PRODUITS</b>		
Produits de l'actif immobilisé	34,1	25,1
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	2,1	0,3
<b>Total des produits</b>	<b>36,2</b>	<b>25,4</b>
<b>CHARGES</b>		
Autres charges externes	5,0	3,9
Corrections de valeur et ajustements de valeur	0,8	3,1
Intérêts et autres charges financières	0,2	1,6
<b>Total des charges</b>	<b>6,0</b>	<b>8,6</b>
<b>BENEFICE DE L'EXERCICE</b>	<b>30,2</b>	<b>16,8</b>

Les revenus de l'exercice sont constitués de dividendes pour 33,9 millions d'euros, dont ceux reçus de Befin (17,5 millions d'euros), d'Okomu (6,1 millions d'euros), de Sogescol FR (3,5 millions d'euros), de LAC (2,2 millions d'euros), de Socfinco (2,7 millions d'euros), de Gaummes (1,6 millions d'euros) et de Sodimex (0,3 million d'euros). Les intérêts sur créances s'élèvent à 0,2 million d'euros et les produits financiers à 2,1 millions d'euros.

Après déduction des frais généraux pour 5 millions d'euros et des frais financiers et corrections de valeur pour 1 million d'euros, le bénéfice de l'exercice s'élève à 30,2 millions d'euros contre 16,8 millions d'euros au 31 décembre 2011.





### Bilan

Au 31 décembre 2012, le total du bilan de Socfinaf S.A. s'établit à 183,8 millions d'euros contre 157,1 millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'actif de Socfinaf S.A. se compose principalement d'immobilisations financières à hauteur de 176,2 millions d'euros et d'autres créances pour 7,4 millions d'euros.

Les fonds propres s'élèvent à 156,8 millions d'euros avant affectation du résultat mais après versement de l'acompte sur dividendes.

### Portefeuille

#### Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfinaf S.A. a augmenté sa participation de 3,41% dans Okomu (Nigeria). En outre, Socfinaf a constitué Plantations Socfinaf Ghana Limited « PSG » (Ghana) qu'elle détient à 100%. Elle a également comptabilisé une réduction de valeur de 0,8 million d'euros sur sa participation dans Gaummes (ex Sogescol).

#### Evaluation

Les participations sont estimées à une valeur globale de 294 millions d'euros et présentent une plus-value latente de 150,1 millions d'euros par rapport à leur valeur d'acquisition comptable éventuellement corrigée.

### Participations

Les principales participations directes et indirectes ont évolué comme suit durant les derniers mois :

#### LAC (Liberia) – 100%

Tant la production que le chiffre d'affaires de LAC est en ligne avec les prévisions budgétaires. La forte baisse du cours du caoutchouc affecte le chiffre d'affaires et le résultat qui passe de 19,4 millions d'euros à 10,6 millions d'euros. En 2012, LAC a pris une participation de 57,37% dans SRC.

#### SRC (Liberia) – 42,63%

Courant 2012, SRC a fermé son usine de caoutchouc. Le caoutchouc produit sur la plantation est vendu à LAC. La société se focalise exclusivement sur le renouvellement et l'extension de la plantation d'hévéas.

#### SOGB (Côte d'Ivoire)

Filiale à 73,16% de Bereby-Finance (Befin) société holding ivoirienne détenue elle-même à hauteur de 87,06% par Socfinaf S.A.

Au cours de l'exercice 2012, l'activité du palmier à huile affiche de très bons résultats. Malgré que l'activité caoutchouc affiche une légère croissance cette année, la baisse des prix de vente et l'instauration d'une taxe à l'exportation impactent le chiffre d'affaires et le résultat.

#### SCC (Côte d'Ivoire)

Filiale à 70% de Bereby-Finance (Befin).

En 2012, malgré une production en hausse, le chiffre d'affaires subit la baisse du prix de vente du caoutchouc (-25% sur un an). L'instauration de la taxe sur le chiffre d'affaires du caoutchouc exporté a lourdement affecté le résultat de l'exercice 2012. Un projet de création d'une plantation propre à SCC est à l'étude.

#### Okomu (Nigeria) – 66,11%

En 2012, la production et les rendements se sont montrés très satisfaisants. Suite à un prix de vente de l'huile de palme très soutenu et à la hausse de production de caoutchouc, le chiffre d'affaires a pu rester stable et dépasser les objectifs budgétaires de plus de 10%. Le résultat est en légère baisse à 17,1 millions d'euros contre 18,3 millions d'euros en 2011.

#### Socapalm (Cameroun)

Filiale à 65,39% de Palmcam société holding camerounaise détenue elle-même à hauteur de 100% par Socfinaf S.A.

Le retard de production d'huile de palme affiché lors du premier semestre 2012 n'a pu être rattrapé au cours du second. Le prix de vente plafond mis en place par le gouvernement camerounais est toujours d'actualité. Le chiffre d'affaires et le résultat sont donc en forte baisse. Socapalm poursuit de façon continue le rajeunissement de son verger. La nouvelle usine Mbambou, entrée en fonction mi-2012 est maintenant totalement fonctionnelle.



## Rapport de gestion social

### **SPFS-Palm Or (Cameroun)**

Filiale à 100% de Socapalm.

A fin 2012, SPFS affiche une production d'oléine en phase avec les prévisions budgétaires et en très forte hausse sur un an (+30%). Le chiffre d'affaires est également en forte augmentation. La société a dégagé un meilleur résultat qu'en 2011, permettant une hausse des attentes pour les prochains exercices.

### **Brabanta (République du Congo) – 99,80%**

Brabanta continue l'extension de sa plantation de palmiers à huile, débutée en 2009. Au cours de l'exercice 2012, la société a augmenté la surface plantée de 700 ha. La société va débuter les travaux de construction de l'huilerie.

### **SAC (Sierra Leone) – 85%**

2012 fut l'année de la première plantation des palmiers à huile pour SAC. Un peu plus de 3.000 ha ont été plantés cette année. Les premiers travaux d'installation de l'huilerie ont déjà débuté.

## Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 30.236.619,82, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 31.296.761,62 forment

un solde bénéficiaire de EUR 61.533.381,44 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	52.433.381,44
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	910.000,00
90% aux 16.380.000 actions soit EUR 0,50 par action dont EUR 0,30 déjà versé en octobre 2012	8.190.000,00
	<b>61.533.381,44</b>

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait également à EUR 0,50 par action.

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 56.526.106,36 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	3.276.000,00
Autres réserves	816.724,92
Report à nouveau	52.433.381,44
	<b>56.526.106,36</b>

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 34 de EUR 0,20 sera payable à partir du 12 juin 2013 aux guichets des banques suivantes :

au Grand-Duché de Luxembourg : chez ING Luxembourg S.A.  
52, route d'Esch  
2965 Luxembourg

en Belgique : chez ING Belgique S.A.  
24, avenue Marnix  
1000 Bruxelles



### Actions propres

La Société n'a pas procédé, au cours de l'exercice 2012, à des rachats d'actions propres.

### Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2012, Socfinaf n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

### Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2012, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

### Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

a) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 32.760.000 euros représenté par 16.380.000 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.

c) Le 26/01/2007, Socfin S.A. a déclaré détenir une participation directe de 53,89% dans le capital de Socfinaf. Au 31/12/2012 toutefois, cette participation s'élève à 62,90%.

h) Art. 13. des statuts : « *La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales.  
Les administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'assemblée générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.  
Les administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un administrateur au moins soit sortant chaque année* ».

Art. 23. des statuts : « *En cas de décès ou de démission d'un administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement en observant à ce sujet les formalités prévues par la loi. Dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive* ».

Art. 32. des statuts : « *Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67-1 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée* ».

i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil* ».

En outre les statuts prévoient à l'Art. 5 §3 et 4 : « *Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts. La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions* ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- les restrictions au transfert de titres ;
- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- la restriction aux droits de vote ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;



- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

### Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinaf S.A. au 31 décembre 2012 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement de l'acompte sur dividendes, s'élève à 306,9 millions d'euros, soit 18,74 euros par action contre 15,13 euros au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élevait à 19,90 euros au terme de l'exercice 2012 contre 19 euros un an plus tôt.

### Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

### Principaux risques et incertitudes

Il faut aussi souligner que les investissements du Groupe en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

### Perspectives

Le résultat de l'exercice 2013 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales ; ceux-ci ne sont pas encore fixés.

### Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, au 30 juin 2012, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 15 et au 31 décembre celle relative au coupon n° 16.

### Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Luc Boedt, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Il est rééligible et se représente à vos suffrages.

Le mandat de Monsieur Daniel-Louis Deleau, Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Celui-ci ne souhaitant pas se représenter, il sera proposé de ne pas pourvoir à son remplacement.

*Le Conseil d'Administration*



### RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

#### Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2008, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de SOCFINAF S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2012 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 100 à 109.

#### *Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels*

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes

annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### *Opinion*

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de SOCFINAF S.A. au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

#### *Observation*

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 9 de l'annexe relative à la situation politique et économique des pays d'Afrique dans lesquels SOCFINAF S.A. détient des investissements dont le montant s'élève à EUR 107.909.510,62.

#### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 94 à 98, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 20 mars 2013

**CLERC**  
Cabinet de révision agréé

**Jean-Jacques Soisson**



## 1. Bilan au 31 décembre 2012

		2012	2011
<b>ACTIF</b>	Note	EUR	EUR
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Matériel roulant		86.817,50	0,00
<b>Immobilisations financières</b>			
	3		
Parts dans des entreprises liées		143.454.976,25	141.829.384,47
Créances sur des entreprises liées		32.230.107,82	8.364.914,07
Titres ayant le caractère d'immobilisations		450.605,83	229.315,21
		<b>176.222.507,40</b>	<b>150.423.613,75</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
<b>Créances</b>			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		2.965.822,85	2.744.529,92
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		4.423.427,98	1.286.299,69
		<b>7.389.250,83</b>	<b>4.030.829,61</b>
<b>Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse</b>		<b>150.644,33</b>	<b>2.599.806,63</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		<b>2.500,00</b>	<b>2.500,00</b>
		<b>183.764.902,56</b>	<b>157.056.749,99</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



## Etats financiers sociaux

		2012	2011
<i>PASSIF</i>	Note	EUR	EUR
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
	4		
Capital souscrit		32.760.000,00	32.760.000,00
Primes d'émission (et primes assimilées)		63.866.666,21	63.866.666,21
<b>Réserves</b>			
Réserve légale		3.276.000,00	3.276.000,00
Autres réserves		816.724,92	807.552,42
		<b>4.092.724,92</b>	<b>4.083.552,42</b>
Résultats reportés		31.296.761,62	23.557.664,72
Résultat de l'exercice		30.236.619,82	16.839.096,90
Acomptes sur dividendes		-5.460.000,00	-5.460.000,00
		<b>156.792.772,57</b>	<b>135.646.980,25</b>
<b>DETTES NON SUBORDONNEES</b>			
Dettes envers des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		26.742.213,75	4.977.656,80
Autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		229.916,24	16.432.112,94
		<b>26.972.129,99</b>	<b>21.409.769,74</b>
		<b>183.764.902,56</b>	<b>157.056.749,99</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



## 2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2012

		2012	2011
<b>CHARGES</b>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Autres charges externes	5	4.933.520,70	3.917.145,83
Corrections de valeurs et ajustement de valeur			
Sur immobilisations financières et créances		766.786,10	3.051.106,39
Sur immobilisations corporelles		14.822,50	0,00
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		231.667,11	1.647.908,72
Profit de l'exercice		30.236.619,82	16.839.096,90
		<b>36.183.416,23</b>	<b>25.455.257,84</b>
<b>PRODUITS</b>			
Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées	6	34.131.721,38	25.102.907,90
Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
Autres produits		2.051.694,85	352.349,94
		<b>36.183.416,23</b>	<b>25.455.257,84</b>

## Proposition de répartition bénéficiaire

	2012	2011
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Report à nouveau	52.433.381,44	31.296.761,62
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	910.000,00	910.000,00
90% aux 16.380.000 actions	8.190.000,00	8.190.000,00
	<b>61.533.381,44</b>	<b>40.396.761,62</b>
<b>Dividende par action</b>	<b>EUR 0,50</b>	<b>EUR 0,50</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.





### 3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2012

---

#### Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 22 octobre 1961 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de

Commerce et des Sociétés sous le numéro B 6.225.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

#### Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

##### Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « SOCFIN », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

##### Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR); les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières, exprimé dans une autre devise que la devise du bilan, reste converti au cours de change historique ;

- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les gains de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.



### **Evaluation des immobilisations financières**

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière,
- soit sur les états financiers des sociétés à évaluer,
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

### **Créances**

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

### **Valeurs mobilières**

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

### **Dettes**

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.



## Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Titres ayant le caractère d'immobilisations		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<b>Prix d'acquisition/ valeur nominale au début de l'exercice</b>	<b>144.871.332,31</b>	<b>107.328.965,13</b>	<b>8.364.914,07</b>	<b>3.199.192,86</b>	<b>229.315,21</b>	<b>229.315,21</b>	<b>153.465.561,59</b>	<b>110.757.473,20</b>
Augmentations	2.388.568,30	38.751.617,18	23.865.193,75	6.872.284,26	221.290,62	0,00	26.475.052,67	45.623.901,44
Diminutions	-4.244,18	-1.209.250,00	0,00	-1.706.563,05	0,00	0,00	-4.244,18	-2.915.813,05
<b>Prix d'acquisition/ valeur nominale à la fin de l'exercice</b>	<b>147.255.656,43</b>	<b>144.871.332,31</b>	<b>32.230.107,82</b>	<b>8.364.914,07</b>	<b>450.605,83</b>	<b>229.315,21</b>	<b>179.936.370,08</b>	<b>153.465.561,59</b>
<b>Corrections de valeur au début de l'exercice</b>	<b>-3.041.947,84</b>	<b>-1.758.509,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3.041.947,84</b>	<b>-1.758.509,80</b>
Dotations	-766.786,10	-1.288.496,60	0,00	0,00	0,00	0,00	-766.786,10	-1.288.496,60
Reprises	8.053,76	5.058,56	0,00	0,00	0,00	0,00	8.053,76	5.058,56
<b>Corrections de valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>-3.800.680,18</b>	<b>-3.041.947,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3.800.680,18</b>	<b>-3.041.947,84</b>
<b>Valeur nette comptable à la fin de l'exercice</b>	<b>143.454.976,25</b>	<b>141.829.384,47</b>	<b>32.230.107,82</b>	<b>8.364.914,07</b>	<b>450.605,83</b>	<b>229.315,21</b>	<b>176.135.689,90</b>	<b>150.423.613,75</b>

Les mouvements de l'exercice sont expliqués principalement par :

- l'acquisition de 16.229.472 actions de la société Okomu Oil Palm Company Plc pour un montant de EUR 2.388.568,30 ;
- l'acquisition de 1.619 actions de la société Safacam pour un montant de EUR 221.290,62 ;
- la réduction de valeur sur Gaummes, en liquidation, pour un montant de EUR 766.786,10.



## Etats financiers sociaux

### Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Socfin Agricultural Company LTD	Sierra Leone	85,00	5.617.146	31.12.2012	USD	2.798.192	-5.142.877
Liberian Agricultural Company	Liberia	100,00	13.793.904	31.12.2012	USD	62.225.210	13.647.450
Salala Rubber Corporation	Liberia	42,63	4.106.434	31.12.2012	USD	4.034.648	-6.019.720
Bereby Finances S.A. « BEFIN »	Côte d'Ivoire	87,06	13.604.405	31.12.2012	XAF	26.649.782.364	16.449.719.138
Okomu Oil Palm Company Plc	Nigeria	66,11	20.704.867	31.12.2012	NGN	10.312.330.721	3.384.896.640
Palmcam S.A.	Cameroun	100,00	42.591.080	31.12.2012	XAF	22.153.627.922	1.287.513.504
Brabanta S.P.R.L.	Congo	99,80	27.745.936	31.12.2012	USD	36.621.859	-378.141
Induservices S.A.	Luxembourg	30,00	30.000	31.12.2012	EUR	205.114	13.093
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2012	EUR	2.815.518	150.861
Socfinde S.A.	Luxembourg	20,00	801.000	31.12.2012	EUR	4.041.847	93.347
Terrasia S.A.	Luxembourg	33,28	230.863	31.12.2012	EUR	396.342	17.271
Socfinco FR S.A.	Suisse	50,00	486.891	31.12.2012	EUR	15.043.160	9.360.377
Sogescol FR S.A.	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2012	USD	17.445.400	10.247.797
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.577	31.12.2012	EUR	2.986.698	194.427
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.532	31.12.2012	EUR	43.842	-38.814
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.511.750	31.12.2012	EUR	3.679.034	-266.306
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	3.180.763	31.12.2012	EUR	6.309.907	3.774.031
Sodimex S.A.	Belgique	50,00	542.488	31.12.2012	EUR	2.955.982	785.691
West African Trading Company	Grande-Bretagne	100,00	0	31.12.2012	USD	-2.139.585	-87.155
			<b>143.454.656,00</b>				

N.B. Sur base de données financières non auditées.



## Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>32.760.000,00</b>	<b>63.866.666,21</b>	<b>3.276.000,00</b>	<b>807.552,42</b>	<b>10.643.276,17</b>	<b>8.496.967,10</b>	<b>-2.730.000,00</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2010 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 1 juin 2011 :							
• Réserve légale							
• Résultats reportés					18.102.391,04	-18.102.391,04	
• Dividendes						-9.828.000,00	
• Tantièmes						-1.092.000,00	
• Acomptes sur dividendes 2010						-10.920.000,00	10.920.000,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 20 octobre 2011							-5.460.000,00
Résultat de l'exercice						16.839.096,90	
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>32.760.000,00</b>	<b>63.866.666,21</b>	<b>3.276.000,00</b>	<b>807.552,42</b>	<b>23.557.664,72</b>	<b>16.839.096,90</b>	<b>-5.460.000,00</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2011 suivant décision de l'Assemblée tenue en date du 30 mai 2012 :							
• Réserve légale							
• Résultats reportés					7.739.096,90	-7.739.096,90	
• Dividendes						-3.276.000,00	
• Tantièmes						-364.000,00	
• Acomptes sur dividendes 2011						-5.460.000,00	5.460.000,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 12 octobre 2012							-5.460.000,00
Extourne coupons prescrits				9.172,50			
Résultat de l'exercice						30.236.619,82	
<b>Situation au 31 décembre 2012</b>	<b>32.760.000,00</b>	<b>63.866.666,21</b>	<b>3.276.000,00</b>	<b>816.724,92</b>	<b>31.296.761,62</b>	<b>30.236.619,82</b>	<b>-5.460.000,00</b>

### Capital souscrit et prime d'émission

Au 31 décembre 2012, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 32.760.000,00, représenté par 16.380.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Des primes d'émission ont été constituées lors des augmentations de capital de 1998 et 2001 pour un montant de EUR 63.866.666,21.

### Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

### Autres réserves

Les autres réserves ont été constituées en 2002 pour un montant de EUR 807.552,42. Elles ont été augmentées au cours de cet exercice d'un montant de EUR 9.172,50 qui correspond à l'extourne de coupons prescrits.



**Note 5. Autres charges externes**

	2012	2011
	EUR	EUR
Impôts étrangers sur le résultat	613.105,79	281.540,80
Impôt sur la fortune	47.185,00	25.738,04
Frais généraux	4.273.229,91	3.609.866,99
	<b>4.933.520,70</b>	<b>3.917.145,83</b>

**Note 6. Produits des immobilisations financières**

	2012	2011
	EUR	EUR
Dividendes reçus	33.884.100,36	24.903.855,95
Intérêts sur créances sur entreprises liées	247.621,02	199.051,95
	<b>34.131.721,38</b>	<b>25.102.907,90</b>



### **Note 7. Rémunération du Conseil d'Administration**

Au cours de l'exercice 2012, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 15.000,00 de jetons de présence et EUR 1.633.000,00 de tantièmes.

### **Note 8. Engagements hors bilan**

En 2003, une filiale de la Société, Okomu Oil Palm Company Plc, a obtenu des prêts auprès de la Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft mbH « DEG », dont les contrats stipulent que la société ne peut pas céder les titres Okomu

Oil Palm Company Plc qu'elle détient. Au 31 décembre 2012, l'engagement est limité à la hauteur des prêts accordés, soit EUR 600.000,00 (2011 : EUR 1.200.000,00).

### **Note 9. Environnement politique et économique**

L'essentiel des participations sont détenues directement ou indirectement dans des sociétés qui opèrent en Afrique, plus particulièrement dans les pays suivants :

- Sierra Leone,
- Liberia,
- Côte d'Ivoire,
- Ghana,
- Nigeria,
- Cameroun,
- Congo (RDC).

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique (dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation dans certains cas, situation de guerre civile,...), les titres détenus par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

### **Note 10. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice**

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.





## **Socfinaf**

4 avenue Guillaume  
L-1650 Luxembourg

